



Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville

Elisabeth Dorier

► To cite this version:

Elisabeth Dorier. Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 1997, 4eme trimestre 1997 (n°86-87), pp 182-221. hal-04383788

HAL Id: hal-04383788

<https://cnrs.hal.science/hal-04383788>

Submitted on 9 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

HÉRODOTE

revue de géographie et de géopolitique

3^e-4^e trimestre 1997

N° 86/87 160 F

GÉOPOLITIQUE D'UNE AFRIQUE MÉDIANE

CONGO

Hérodote

revue de géographie
et de géopolitique
n° 86/87



ORL 87-2 - 000285

SOMMAIRE

- 3. Géopolitique d'une Afrique médiane, *Yves Lacoste*
- 6. Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique, *Roland Pourtier*
- 42. La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs, *Gérard Prunier*
- 57. La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins, *Filip Reyntjens*
- 78. Gestion verticale et horizontale des crises identitaires : le cas du Kivu montagneux, *Jean-Claude Willame*
- 116. Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997, *Jean-Hervé Bradol et Anne Guibert*
- 150. Retours et reconstruction au Rwanda. Et pourtant ils vivent !, *Françoise Imbs*
- 182. Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville, *Élisabeth Dorier-Apprill*
- 222. Internet géopolitise le monde, *Frédéric Douzet*

Revue publiée avec le concours du Centre national du livre

Hérodote

DIRECTEUR : YVES LACOSTE.

COMITÉ DE RÉDACTION : Béatrice Giblin, Barbara Loyer, Jean-Luc Racine, Charles Lecœur, Stéphane Yerasimos, Frédérick Douzet, Frédéric Encel, Philippe Subra.

PROCHAIN NUMÉRO

N° 88 : L'Orient de l'Islam : l'Indonésie

DERNIERS NUMÉROS D'HÉRODOTE

N°s 60-61 : L'Occident et la guerre des Arabes.

N° 62 : Les territoires de la nation.

N° 63 : Balkans et balkanisation.

N° 64 : Cela s'appelait l'URSS, et après...

N°s 65-66 : Afriques noires, Afriques blanches.

N° 67 : La question serbe.

N° 68 : La question allemande.

N°s 69-70 : Démocratie et géopolitique en France.

N° 71 : L'Inde et la question nationale.

N°s 72-73 : Nation, nations, nationalistes.

N°s 74-75 : Géographie historique.

N° 76 : Les géographes, la science et l'illusion.

N° 77 : Maîtriser ou accepter les islamistes.

N°s 78-79 : Japon et géopolitique.

N° 80 : Périls géopolitiques en France.

N° 81 : Géopolitique du Caucase.

N°s 82-83 : La nouvelle Afrique du Sud.

N° 84 : Le cercle de Samarcande.

N° 85 : États-Unis. Le racisme contre la nation.

Catalogage Électre-Bibliographie

Géopolitique d'une Afrique médiane : des Grands Lacs au fleuve Congo. — Paris : La Découverte, 1997.

ISBN 2-7071-2770-1

Rameau : Afrique centrale : politique et gouvernement : 1960-....

géopolitique : Afrique centrale

Dewey : 320.7 : Science politique (politique et gouvernement). Conjoncture et conditions politiques.

Public concerné : Tout public

Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville

*Élisabeth Dorier-Apprill**

La guerre qui éclate le 5 juin dernier à Brazzaville, un mois et demi avant la date prévue pour les deuxième élections présidentielles libres depuis la fin du monopartisme, oppose deux milices et deux factions de l'armée favorables aux deux principaux candidats à ces élections : Denis Sassou Nguesso, ancien président de la République, et Pascal Lissouba, président élu en 1992.

Début août, après deux mois de combats strictement urbains, aucun des partis ne l'emporte et une solution négociée semble en vue. Le cessez-le-feu se prolonge, D. S. Nguesso ne s'attaque jamais directement au palais présidentiel ; quant aux troupes gouvernementales, elles ne bombardent pas massivement la base arrière de la rébellion. Les négociations de Libreville aboutissent début août à un accord sur la prorogation du mandat de P. Lissouba et la constitution d'un gouvernement d'union nationale. Mais elles achoppent sur le choix du futur Premier ministre et ses attributions. Depuis le 10 août, les forces gouvernementales semblent avoir choisi une solution militaire radicale en intensifiant et en généralisant les bombardements. De son côté, D. Sassou Nguesso étend le conflit en prenant militairement le contrôle des villes du nord du pays (14 août). Chaque parti dispose de soutiens dans les pays voisins et commence à y recruter des mercenaires (Congo démocratique, Rwanda, Angola). De nombreuses livraisons d'armes sont signalées à l'aéroport de Pointe-Noire : l'issue du conflit est donc incertaine au moment où nous concluons ce texte.

Laissant de côté l'analyse politique, cet article décrit la géographie urbaine de cette guerre et les déterminants historiques et culturels de la répétition des affrontements à Brazzaville.

* Maître de conférences, université de Provence.

Brazzaville, avec moins d'un million d'habitants, est une capitale secondaire d'Afrique noire. C'est pourtant le type même de la capitale politique hypertrophiée, regroupant le tiers des habitants d'un pays qui compte 60 % de citadins. C'est là que se trouve la totalité de l'appareil administratif et universitaire du pays. Pointe-Noire, port et ville du pétrole, se spécialise dans une activité économique que dédaigne la capitale.

Étirée le long du fleuve Congo, verdoyante, sillonnée de petites rivières, Brazzaville fait figure de grand village si on la compare à sa trépidante rivale, Kinshasa, de l'autre côté du Pool¹. L'essentiel de l'animation urbaine se tient dans les vastes quartiers populaires de maisons basses, entourées de leurs petites cours arborées et fleuries, et ponctués de grands marchés. Passablement défraîchi, le centre-ville, où les grandes « tours » modernes se comptent sur les doigts d'une main², n'est actif que le matin aux heures de bureau et n'est fréquenté que par les élites.

Depuis 1991 et la transition démocratique après vingt-cinq ans de socialisme à parti unique, cette capitale si tranquille s'est trouvée à deux reprises embrasée par de violentes guerres urbaines entre les milices (Ninjas, Zulus et Cobras) armées par les trois principaux partis politiques en compétition³.

A chaque fois, ces guerres, fortement localisées, se concentrent dans quelques quartiers, tandis que le reste de l'agglomération continue à vivre quasi normalement, ce qui provoque d'énormes flux de réfugiés et impose des adaptations fonctionnelles de l'espace urbain.

En 1993-1994, le conflit s'est cristallisé entre Mfilou et Bacongo, deux quartiers populaires et périphériques, peuplés de gens qui partagent fondamentalement la même culture kongo — ce qui n'empêche pas le conflit de prendre une tournure ethnique, causant déjà des milliers de victimes et le chassé-croisé de plus de 100 000 réfugiés dans cette partie de la ville... A l'époque, le centre-ville et les quartiers nord sont restés quasi intouchés.

Au sortir de cette première guerre, les quartiers sud de Brazzaville se sont trouvés matériellement fragmentés en aires politiquement et « ethniquement » homogènes, contrôlées par les deux milices zulu et ninja. En revanche, tout le Nord et l'Est, virtuellement sous influence de la milice cobra, avaient conservé une fonction d'accueil et une ouverture qui permettait la constitution de nouveaux « cœurs » des échanges, du commerce, de la production artisanale et de la sociabilité nocturne...

1. Cf. Élisabeth DORIER-APPRILL, *Environnement et santé à Brazzaville, de l'écologie urbaine à la géographie sociale*, thèse de géographie, université Paris-X, 1993, 668 p., chap. 2 : « Une société urbaine en évolution », p. 63-118.

2. Siège prestigieux d'Elf Congo et hôtel Sofitel « Mbamou Palace » au bord du fleuve face à Kinshasa, quelques banques... constituent des héritages des années d'euphorie pétrolière.

3. MCDDI (parti d'opposition de Bernard Kolelas, avec la milice ninja), UPADS (parti du président Pascal Lissouba, milice zulue) et PCT (Parti congolais du travail, ex-parti unique de Denis Sassou Nguesso, milice cobra).

En 1997, la guerre touche le centre-ville (centre du pouvoir politique et économique, où résident les Occidentaux) et les quartiers populaires nord, désormais fief militairement contrôlé par les cobras. Par-delà les enjeux politiques, le déplacement géographique des combats traduit aussi la résurgence (politiquement manipulée) de l'antagonisme historique nord-sud qui avait marqué de façon cruelle la période d'accession à l'indépendance du pays (événements de 1959). Depuis quelques semaines, le petit centre de Brazzaville, déserté, aux rues encore jonchées de cadavres, n'est plus qu'un amas de carcasses d'immeubles bombardés, incendiés et pillés, tandis que le front se stabilise le long de la ligne du chemin de fer qui coupe la ville en deux. Les quartiers périphériques du Sud-Ouest, restés neutres, accueillent des milliers de réfugiés de toute provenance.

Très médiatisée parce qu'elle a mis en cause la communauté d'expatriés français, la guerre actuelle peut être interprétée à plusieurs échelles spatio-temporelles : d'abord, comme l'un des avatars d'une déstabilisation qui touche l'ensemble de l'Afrique centrale. Les analyses géopolitiques mettent en évidence, à petite échelle, l'imbrication régionale des enjeux, des stratégies, des solidarités politiques et ethniques. Elles peuvent aussi s'appuyer sur des théories empruntées à la guerre froide, comme celle des « dominos » ou de la « contagion », pour expliquer cet embrasement de proche en proche des capitales d'Afrique centrale.

Mais cette guerre de 1997 n'est pas non plus sans évoquer, dans le souvenir des plus anciens Brazzavillois, les massacres interethniques de 1959, que l'on croyait révolus, et qui avaient opposés Mbochis et Laris, introduisant au cœur de l'histoire politique et urbaine de la capitale la représentation d'un antagonisme ethnique entre « nordistes » et « sudistes », irréductible et spatialement inscrit dans la géographie des quartiers.

Et si les adversaires ne sont pas les mêmes en 1993 et en 1997, si la géographie des combats a changé au gré des retournements d'alliances politiques et du renouvellement des antagonismes, l'essentiel demeure pourtant : une compétition politique fondée sur la revendication brutale de territoires urbains, qui se traduit par des violences à caractère ethnique.

Brazzaville n'est pas seulement le « cadre » conjoncturel ou l'observatoire privilégié de ces événements : plus profondément, la configuration de la ville, sa géographie ethnique et sociale, sa dynamique propre sont engagées dans le conflit. Implantations électorales des partis, territoires des milices, lieux de rencontres au sommet ou refuges des hommes politiques, géographie des barricades et des combats, des déplacements ou migrations forcées des habitants ont entraîné des mutations urbaines : recomposition des équilibres démographiques, recomposition fonctionnelle des quartiers, recomposition des identités collectives et des représentations de la ville, sous le double effet des combats proprement dits et des manipulations politiques qui les accompagnent.

L'exemple du quartier monoethnique de Baongo, fief de l'un des principaux partis

politiques, intégralement contrôlé depuis quatre ans par la milice ninja et marqué par une forte conscience identitaire, est particulièrement révélateur de ces phénomènes.

Liens historiques entre ethnicité et politique dans l'espace brazzavillois

1959 : événement fondateur d'identités ethniques urbaines

L'histoire politique du Congo depuis un demi-siècle a généré un sentiment d'identité ethnique accentué dans les grandes villes, et auquel se mêle un antagonisme régional plus large, opposant « nordistes » et « sudistes ».

Historiquement, les quartiers de Brazzaville se sont peuplés par affinité ethnorégionale, et ce dès l'époque coloniale où deux lotissements indigènes, Bacongo et Poto-Poto, établis de part et d'autre du centre-ville, étaient de fait occupés l'un par les Kongo (venus du sud du pays), l'autre par les populations venant du nord de Brazzaville (Mbochis et Tékés), selon la logique de leurs filières migratoires vers la capitale⁴.

L'identité ethnique des principaux groupes s'est en grande partie forgée en ville, autour de lieux de convivialité et de contacts entre migrants, d'associations d'entraide⁵, à l'intérieur des partis politiques naissants, et dramatiquement lors des massacres de février 1959.

Ainsi, à Poto-Poto, le bar Buya, rue Bakoukouyas, haut lieu de l'ambiance et des orchestres à la mode, a été très actif jusqu'en 1959. « C'était un lieu de repère pour les gens du Nord, quand ils venaient à Brazzaville, ils arrivaient droit ici chez Buya. Buya était membre du MSA [Mouvementt socialiste africain, de Jacques Opangault]. Le bar était aussi un lieu de réunion pour les nordistes⁶. »

Les antagonismes politiques, dès cette époque, et particulièrement en milieu urbain, se construisent autour de références à l'ethnicité, quand bien même celles-ci ressortissent davantage à l'histoire récente et urbaine qu'à des traditions ancestrales !

C'est ainsi que l'abbé Fulbert Youlou, premier président du Congo indépendant, fon-

4. Cf. Georges BALANDIER, *Sociologie des Brazzavilles noires*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1955, 2^e éd. augmentée, 1985, 306 p. ; M. SORET, *Histoire du Congo-Brazzaville*, Berger-Levrault, Paris, 1978, 237 p.

5. Associations qui réunissent les ressortissants d'une même région rurale immigrés à Brazzaville. Moyennant cotisation, elles apportent assistance matérielle, mais surtout morale, aux membres frappés par un deuil. La participation collective aux rituels et fêtes de funérailles et retrait de deuil est obligatoire et essentielle pour les membres de telles associations, bien qu'ils n'appartiennent pas nécessairement au même lignage. Elle contribue à renforcer, en ville, des liens fondés sur la seule origine ethnorégionale, et qui deviennent plus forts que dans les régions d'origine où les liens familiaux sont prédominants.

6. Août 1996. Entretiens avec une épouse et des fils de M. Buya, héritiers du bar (qui a fermé).

dateur de l'UDDIA⁷, n'hésitait pas — tout en jouant, au besoin, la carte du modernisme — à s'appuyer sur les multiples référents identitaires kongos accessibles à l'électorat rural et traditionnel de la région du Pool, comme au jeune électorat lari de la capitale. Référents linguistiques, magiques et « totémiques » en adoptant le caïman comme emblème, mythiques, religieux bien sûr (le pays lari, au sud du Pool, était la région de plus forte implantation des missions catholiques), et même messianiques (F. Youlou ne dédaignait pas de laisser courir des rumeurs l'associant à A. Matsoua, avant d'organiser la répression contre les irréductibles matsouanistes en juin 1959⁸).

Symétriquement, le MSA, proche de la SFIO, recrutait surtout chez les nordistes. Gref-fier au tribunal de Brazzaville, son leader J. Opangault devait même une part de sa notoriété à son appartenance à une famille de chefs mbochis traditionnels.

Les premières élections avant l'indépendance traduisent la géographie tripartite des « ethnies » dans la capitale. Aux élections municipales de 1956, l'abbé Fulbert Youlou est élu maire de Brazzaville en remportant 85 % des suffrages à Bacongo, et 25 % seulement dans les quartiers neufs de Poto-Poto, qui sont devenus le fief du MSA. Symétriquement, J. Opangault « était quasi inexistant à Bacongo où ses listes ne recueillirent que 6 % des voix ». Le découpage des circonscriptions urbaines, isolant le centre des affaires et le Plateau (ville européenne de l'époque), avait été opéré de manière à assurer une large représentation aux votes des Blancs et de « garantir l'élection de conseillers municipaux blancs malgré l'adoption du collège unique⁹ ».

Après les premières élections territoriales, remportées cette fois par le MSA, l'hostilité entre militants du MSA et de l'UDDIA ne cesse de croître et de dériver vers une opposition « ethnique » Nord/Sud¹⁰.

Le parti de l'abbé Youlou, anticomuniste, bénéficie du soutien actif de quelques hommes d'affaires, administrateurs ou politiciens français de Brazzaville et de métropole. L'un d'eux, Christian Jayle, président de l'Assemblée territoriale, n'hésite pas, en novembre 1958, à profiter d'une séance où les députés du MSA commettent l'erreur de quitter la salle en pleine séance pour faire voter les premières lois constitutionnelles du Congo, et imposer Fulbert Youlou comme Premier ministre d'un gouvernement UDDIA¹¹ !

Cette manœuvre exaspère l'hostilité des militants MSA (nordistes). Elle se manifeste

7. UDDIA : Union de défense des intérêts africains.

8. Cf. l'étude remarquablement claire et précise de l'historienne Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës. Congo-Brazzaville, Gabon : 1940-1965*, Karthala, Paris, ••••, notamment p. 234-260 ; concernant le matsouanisme, cf. *infra*.

9. *Ibid.*, p. 255.

10. Détails in F. BERNAULT et R. BAZENGUISSA, *Les Voies du politique au Congo, essai de sociologie historique*, Karthala, Paris, 1997.

11. Selon R. GAUZE, *Rapport général sur les événements de Brazzaville du 16 au 23 février*, ville de Brazzaville, commissariat central de police, rapport dactylographié, 48 p. ; « I. Les origines du conflit » (14 p.).

dans la rue, à Pointe-Noire d'abord (novembre 1958), puis surtout à Brazzaville (février 1959), sous forme de violences dont les acteurs sont des militants ou sympathisants des partis, et les victimes des passants de l'ethnie adverse, et qui concrétisent la fragmentation de la capitale en territoires partisans.

En février 1959, à la suite d'une réunion agitée de 400 à 500 militants du MSA dans le bar Buya, des « commandos mbochis » commencèrent à assaillir, dans les rues de Poto-Poto, à coups de bâton, de couteau, de marteau... tous ceux qu'ils considéraient comme « ennemis politiques »¹², en fait, indistinctement, les sudistes de rencontre, comme le racontent crûment, dans les rapports de police, les chefs de certains de ces commandos arrêtés. La journée se solde par 8 morts et 31 blessés (tous laris). Aussitôt, des commandos de partisans laris de l'UDDIA se mobilisent pour des expéditions de représailles, tandis que chaque partie de la ville affirme son identité et délimite ses frontières (voir carte).

« A l'entrée de chaque quartier (Poto-Poto et Bacongo), les partisans de chaque camp dressèrent des barricades sur la rue et filtrèrent les entrées en interrogeant les passants en lingala (langue du nord) ou en kikongo (langue parlée à Bacongo). Les partisans de l'UDDIA se ceignirent le front d'un bandeau blanc, ceux du MSA d'un bandeau rouge. Il est cependant avéré que les victimes furent pour la plupart de simples particuliers attaqués dans la rue ou poursuivis dans leurs maisons. Seul le ratissage systématique de Poto-Poto et de Bacongo par l'armée de la Communauté et la confiscation des armes, ainsi que la fermeture des voies de communication entre les deux quartiers africains, mirent fin aux tueries »¹³.

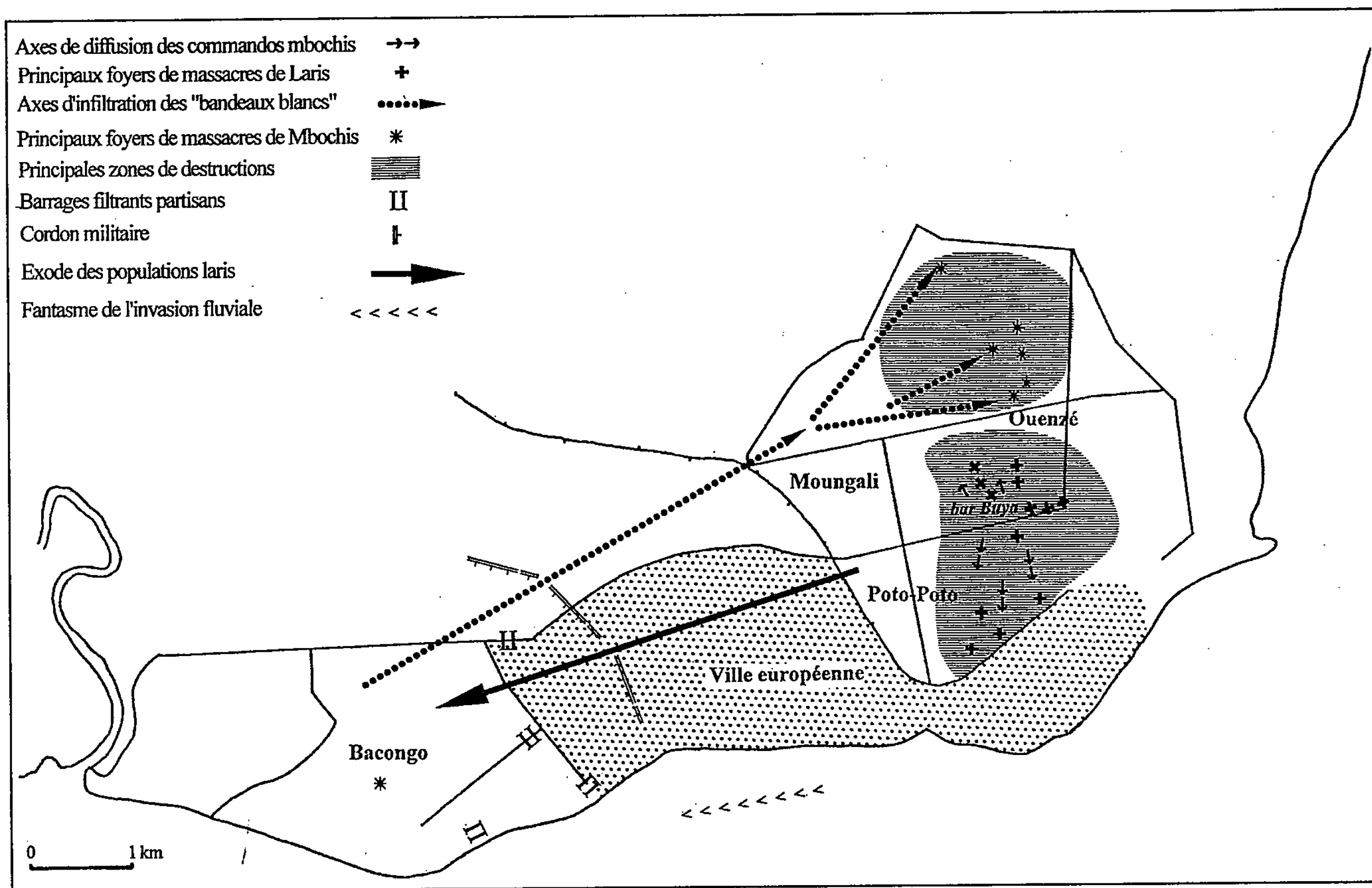
Néanmoins, le bilan est lourd : environ 100 morts laris et mbochis officiellement dénombrés (nombreux corps jetés dans le fleuve), des centaines de cases pillées ou détruites. Ces massacres provoquent un exode de populations laris qui se réfugient à Bacongo, sous la protection de la gendarmerie française, accentuant le clivage ethnique entre les deux parties de la ville.

Tout en qualifiant ces massacres d'« extraordinaire résurgence d'une guerre tribale », les rapports officiels des services de police de l'époque constatent à de nombreuses reprises le caractère essentiellement politique, au départ, des violences. Dans les faits, il ne s'agissait pas d'affrontements mais de représailles menées auprès des populations du camp adverse, au cours desquelles des Mbochis sympathisants de l'UDDIA ont apporté leur soutien aux « bandeaux blancs » de l'UDDIA, et parmi les victimes de ces massacres figuraient aussi

12. Source : R. GAUZE, *Les Journées rouges de Brazzaville-Poto-Poto (16-17-18 février 1959)*, Services de police de la république du Congo, rapport multigr., Pointe-Noire, 1^{er} juin 1959, cartes.

13. Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës*, op. cit., p. 287.

LES MASSACRES DE 1959 À BRAZZAVILLE



Source : R. GAUZÉ, *Les Journées rouges de Brazzaville-Poto*, services de police de la République du Congo, rapport multigr., Pointe-Noire, 1^{er} juin 1959. Rapport général sur les événements de Brazzaville du 16 au 23 février, ville de Brazzaville, Commissariat central de police, rapport dactylo., 48 p., 1959.

Carte : Élisabeth et Christophe Apprill.

bon nombre de Tékés¹⁴. Surtout, ces massacres n'ont pas engagé l'ensemble de la population mais une minorité d'activistes (quelques centaines, en majorité des jeunes ; « la masse de la population harassée et comme atterrée par tant de meurtres apporta une aide très efficace dans le développement des opérations de ratissage¹⁵ »).

C'est pourquoi on peut souscrire à l'analyse selon laquelle février 1959 « ne fut pas un événement témoin mais bien un événement créateur [...]. Loin d'avoir été une résurgence de conflits anciens, il marque la maturation d'identités totalement neuves : identités urbaines, "tribales" et, surtout, politiques¹⁶ ».

Désormais, l'antagonisme nordistes-sudistes fait partie de l'imaginaire brazzavillois¹⁷, et marque ensuite l'alternance politique de la première décennie d'indépendance : après l'épisode Youlou, de la chute de Massambat Débat (1968) jusqu'aux élections libres de 1992, les présidents successifs sont des militaires et appartiennent aux groupes du Nord¹⁸.

1968-1991 : la révolution socialiste occulte l'ethnicité

Entre-temps, l'accroissement naturel joue un rôle de plus en plus décisif dans la croissance urbaine. Plus de la moitié des Brazzavillois sont aujourd'hui nés dans la capitale et n'ont plus que de lointaines racines régionales. En vérité, les adultes, dans leur majorité, sont nés dans les « régions », mais en 1984 déjà, 80 % des moins de vingt ans étaient nés à Brazzaville, où ils ont été massivement scolarisés et encadrés dans les organisations de masse liées au Parti congolais du travail... On pouvait donc considérer comme révolu le recours à l'ethnicité dans le contexte brazzavillois¹⁹. L'idéologie officielle marxiste a délibérément cherché à occulter l'ethnicité, notamment par le biais de l'école, qui visait à gommer les particularismes culturels locaux, à créer des « citoyens de type nouveau ayant une conception scientifique du monde » et des « patriotes compétents et acquis à l'œuvre

14. Ville de Brazzaville, *Étude sur les événements de février 1959*, commissariat central de police, 7 pages dactylographiées.

15. Cf. R. GAUZE, *op. cit.*, 2^e partie.

16. Florence BERNAULT, *Démocraties ambiguës*, *op. cit.*, p. 285. La plupart des analyses récentes de ces événements vont dans le même sens.

17. Cf. Tsamouna KITONGO, « Ethnies et urbanité dans la lutte politique au Congo après 1959 », *Africa*, n° 45, Rome, 1990, p. 665-679.

18. Le capitaine Marien Ngouabi, fondateur du Parti congolais du travail (assassiné en 1977), est d'ethnie kouyou, comme le général Joachim Yhombi Opango, qui lui succède pendant deux ans avant d'être destitué par le congrès du PCT. Il est remplacé par le colonel Denis Sassou Nguesso, d'ethnie mbochi et originaire d'Ohio.

19. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, décembre 1996, p. 73-88.

d'édification de la société nouvelle²⁰ ». Le volontarisme unificateur était tel que la question de l'appartenance ethnique n'était pas posée au recensement général de la population de 1984 (elle l'était à celui de 1974) !

Malgré ces intentions affichées, de 1968 à 1991, les ressortissants du Sud (majoritaires dans la population) se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée. Certaines pratiques de clientélisme politique ont visiblement favorisé la moitié nord du pays, comme la construction d'une superbe voie goudronnée Brazzaville-Oyo dans les années quatre-vingt, alors que la « nationale 1 » Brazzaville-Pointe-Noire, axe économique vital du pays, n'est encore qu'une piste en mauvais état²¹. Et l'ethnicité, tantôt sur le mode de la plaisanterie, tantôt dans le registre du symbolique, a continué à alimenter les interprétations brazzavilloises du politique.

Lorsque le Congo a rejoint la vague des démocratisations africaines en 1991, après plus de vingt-cinq années de monopartisme et de gouvernements militaires, la Conférence nationale souveraine, réunissant plus de 1 000 représentants de la vie politique et de la société civile sous la présidence de l'archevêque catholique Mgr Kombo, fut maintes fois citée en exemple pour la tolérance de ses débats (suivis passionnément et en direct par les Brazzavillois), clos par un mémorable rituel de lavement des mains, inspiré de la tradition, en signe de réconciliation nationale²².

1992 : une géographie électorale marquée par des clivages ethnorégionaux

Mais dès l'année suivante (1992), marquée par huit sessions électorales, s'ouvre une longue période de troubles politiques et de violences, dont Brazzaville est le centre (Pointe-Noire demeure pratiquement à l'écart de ces événements). Le clientélisme ethnorégional constitue ouvertement le ressort essentiel de la mobilisation partisane. Tous les candidats l'ont dangereusement utilisé, notamment auprès des jeunes, pour asseoir leur base électorale ou pour se constituer des milices armées.

Parfois même, le sentiment ethnorégional a été créé de toutes pièces : ainsi, l'émergence de l'identité *Nibolek* à l'occasion de la campagne électorale de P. Lissouba est l'exemple d'une ambiguïté délibérément entretenue entre la notion d'ethnie et celle d'appartenance régionale. Ce néologisme, formé à partir des noms des trois régions administratives Niari-

20. Préambule de la loi du 11 septembre 1980 sur la réorganisation du système éducatif en RPC.

21. En saison des pluies, il faut parfois plusieurs jours pour relier par la piste les deux villes distantes de 500 kilomètres.

22. Détails politiques in Calixte BANIAFOUNA, *Congo démocratie*, vol. 1 ; *Les Déboires de l'apprentissage*, 288 p. ; vol. 2, *Les Références*, 271 p., L'Harmattan, Paris, 1995. Cf. aussi Rémy BAZENGUISSA, *Les Voies du politique au Congo*, op. cit.

Bouenza-Lekoumou, désigne à la fois les habitants de ces régions (pluriethniques), et les partisans du gouvernement. Le *Nibolek* affirme l'identité des pays du Niari tout en la colorant d'une pseudo-ethnicité qui lui confère une sorte de légitimité. Cette notion a fonctionné aussi bien lors de la campagne électorale, pour cimenter un électorat régional que rien ne prédisposait au consensus, que comme sobriquet chez les adversaires politiques du parti présidentiel²³.

A l'échelle du pays, la géographie des suffrages à l'élection présidentielle de 1992 fait apparaître trois grands pôles régionaux²⁴ : régions du Niari, au sud-ouest (surnommées *Niboland*), où P. Lissouba²⁵ (vainqueur de l'élection) dépasse 80 % des suffrages, Pool, autour de Brazzaville, où B. Kolelas²⁶ obtient presque deux tiers des voix, cuvette et régions mbochis, fief de l'ex-parti unique — le PCT²⁷ — et de son chef, D. Sassou Nguesso.

Si l'on compare le paysage politique de ces élections avec celui de l'indépendance, le fait nouveau est donc l'émergence de deux grands partis « sudistes » rivaux, l'un dominant la région de Brazzaville et l'autre le sud-ouest du pays. La conquête du pouvoir, et la première guerre civile, se jouera entre ces deux partis.

A l'échelle des quartiers de Brazzaville, cette dérive ethnorégionale de la compétition politique est accentuée par la géographie toujours contrastée des ethnies (voir carte), donc des clientèles, et de l'électorat²⁸. La géographie électorale de la capitale en 1992 se superpose pratiquement avec celle de la répartition de ces groupes ethnorégionaux²⁹.

Les populations kongos sont globalement majoritaires à Brazzaville, mais toujours particulièrement concentrées au sud de la ville : Bacongo et ses extensions vers le sud sont

23. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Des quartiers pour territoires ? », in colloque *Territoire lien ou frontière ?*, octobre 1995, Orstom-université Paris-IV-Laboratoire espace et culture. A paraître chez L'Harmattan, coll. « Espace et culture », Paris, octobre 1997.

24. Cf. F. WEISSMAN, *Élection présidentielle de 1992 au Congo, entreprise politique et mobilisation électorale*, éd. CEAN-IEP, Bordeaux, 1993, 138 p.

25. UPADS : Union panafricaine pour la démocratie sociale.

26. MCDDI : Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral. A plusieurs reprises, B. Kolelas se présente comme « héritier spirituel » de F. Youlou, et draine le même électorat régional.

27. Parti congolais du travail, marxiste-léniniste.

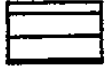
28. Cf. cartographie du recensement de 1974 par Roland DEVAUGES, *Atlas de Brazzaville*, Orstom, coll. « Travaux et documents », n° 180, 1984. Faute de données sur cette question au dernier recensement, nous nous fondons sur plusieurs enquêtes par échantillon : enquête CRETH-URBANOR, 1980, *Schéma directeur de Brazzaville, étude socio-urbaine*, ministère des Travaux publics et de la Construction, 159 p. (sur l'ensemble de la ville), et des enquêtes auxquelles nous avons participé : Orstom/ Santé-urbanisation, 1986, pour les quartiers est, cartographiées in DORIER-APPRILL, 1993 (thèse).

29. En 1980, près de 60 % des chefs de ménage brazzavillois étaient des Kongos (moyenne nationale 48 % en 1974), pour 28,5 % de Tékés et de Mbochis, les deux autres principaux groupes. Si l'on compare avec la moyenne nationale, il y a donc surreprésentation des Kongos.

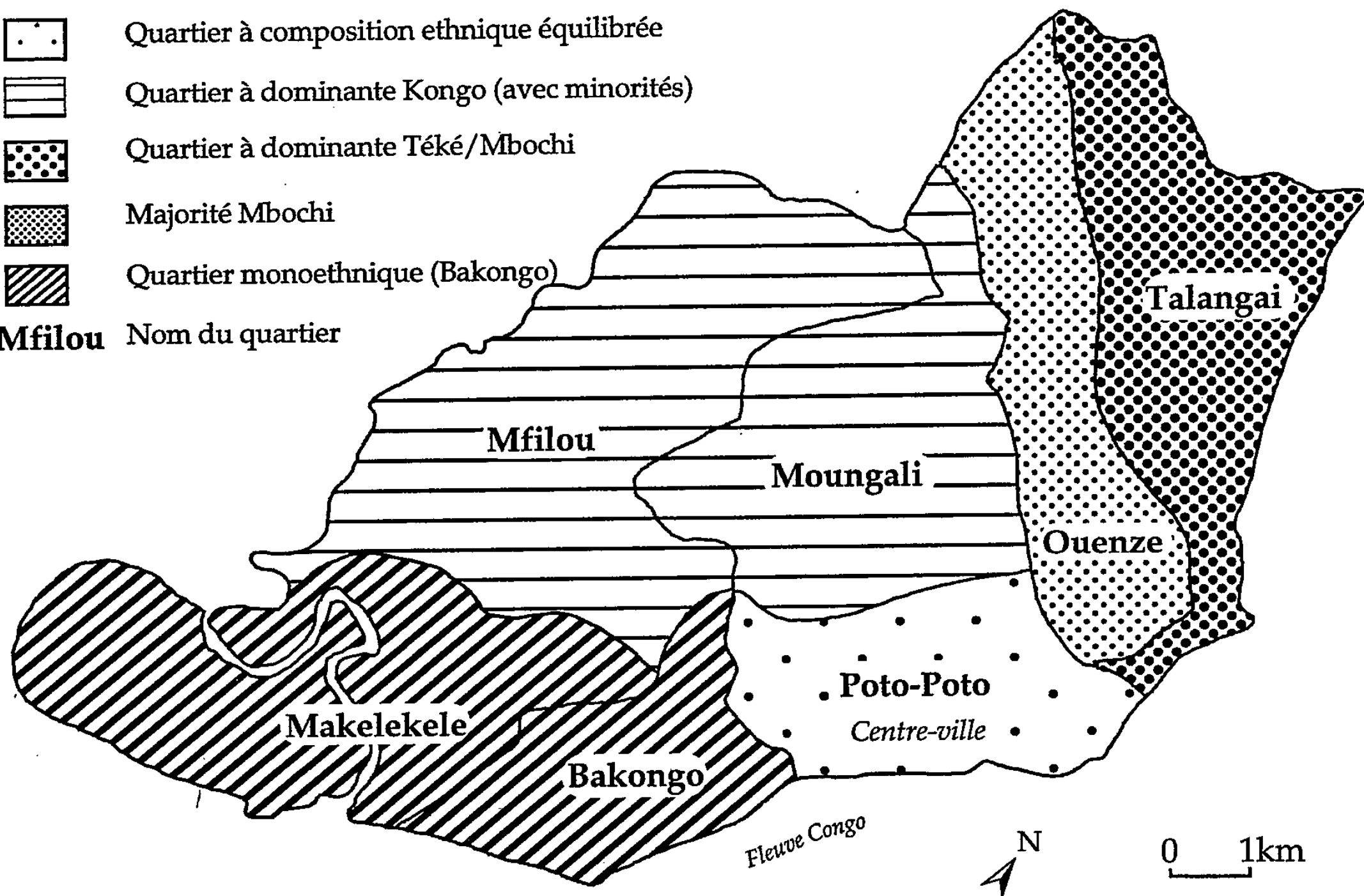
RÉPARTITION DES ETHNIES À BRAZZAVILLE

Répartition des ethnies à Brazzaville

Répartition par arrondissement en 1980

-  Quartier à composition ethnique équilibrée
-  Quartier à dominante Kongo (avec minorités)
-  Quartier à dominante Téké/Mbochi
-  Majorité Mbochi
-  Quartier monoethnique (Bakongo)

Mfilou Nom du quartier



Répartition des ethnies au Congo

RCA

Légende

- KOTA** Groupe ethnique
 — Limite de groupe
Pomo Sous-groupe ethnique



Source : INRAP, Brazzaville, 1976

0 100 200km

F. Douzet



toujours aussi strictement monoethniques qu'en 1959. Fait révélateur, Bacongo (qui est devenu un grand arrondissement administratif) est le seul quartier de la ville à porter une dénomination ethnique. En outre, ses habitants sont presque tous, et jusqu'à aujourd'hui (98 %), des Laris.

Les groupes kongos minoritaires, comme les populations des régions du Sud-Ouest (qualifiés de Niboleks), plus tardivement touchés par l'immigration vers la capitale, tendront, à partir des années soixante-dix, à se concentrer dans l'arrondissement périphérique de Mfilou.

Les groupes du Nord, notamment les Mbochis, se rassemblent surtout dans les extensions d'Ouenzé et, plus tard, dans les quartiers récents du Nord-Est, de Mpila à Talangaï. Enfin, depuis les années cinquante, le vieux Poto-Poto, proche du centre-ville, qui était au départ le véritable foyer mbochi, a accentué sa vocation de quartier d'accueil, mêlant toutes les ethnies et de nombreux étrangers.

Les élections locales voient un raz de marée du MCDDI de B. Kolelas, qui n'est vraiment minoritaire qu'à Talangaï, quartier « nordiste », et à Poto-Poto, dont la diversité ethnorégionale entraîne une représentation électorale équilibrée entre huit partis politiques ! Le parti présidentiel, en revanche, globalement très minoritaire, ne remporte que quelques sièges, et uniquement dans le quartier Mfilou où résident une forte proportion de Niboleks.

Aux élections présidentielles, le MCDDI est représenté dans tous les arrondissements, mais fortement majoritaire dans les arrondissements laris, en particulier Bacongo et Makélékélé. L'ex-président Denis Sassou Nguesso (qui est mbochi) remporte ses meilleurs scores dans les quartiers nord. De son côté, Pascal Lissouba (qui remportera l'élection au plan national) n'est pas l'élu de Brazzaville : il ne remporte que 17 % des voix au premier tour, essentiellement dans le quartier Mfilou. Il ne doit son succès final qu'au dense peuplement du pays nibolek, dont il a conquis l'électorat, ainsi qu'à des alliances tactiques au second tour³⁰.

Guerres des milices et fragmentations territoriales de Brazzaville

Les tensions politiques et les retournements d'alliances qui ont suivi les élections se sont vite traduits, à Brazzaville, par des tensions urbaines entre fiefs des grands partis, d'autant plus que chacun d'entre eux entreprend, en 1993, de se doter d'une milice !

Ils dégénèrent en deux sanglantes guerres entre milices, ponctuées de violences à caractère ethnique au cours desquelles les quartiers deviennent des territoires contrôlés par ces milices.

30. Ironie, son principal allié électoral de l'époque était le PCT de Denis Sassou Nguesso.

Le règlement démocratique, la floraison d'associations, la liberté d'expression, tous ces germes de changement et d'espoir se sont mués en quelques années en une violence presque nihiliste : l'exclusion radicale des jeunes du jeu politique et du marché de l'emploi, qui résulte d'une débâcle économique sans précédent et de l'accaparement de tous les postes clés par les aînés politiques, ne laisse que la rue comme terrain d'expression des cadets³¹. Les milices partisans³² qui se sont multipliées depuis 1993 recrutent chez de très jeunes citadins et exploitent l'acuité du malaise social³³.

L'ethnicité apparaît toujours comme ressort de la mobilisation de ces jeunes, en tout cas c'est ainsi qu'eux-mêmes présentent les événements, alors qu'ils sont en majorité nés à Brazzaville et s'affublent pour se combattre de surnoms guerriers qui empruntent plus aux médias internationaux qu'à la culture locale ! Chaque camp accuse l'autre de chercher à s'arroger le pouvoir au nom d'un groupe ethnorégional. En réalité, c'est bien le politique qui pousse à cette construction d'identités urbaines de type « tribal », à cette « requalification territoriale » des quartiers, et non l'inverse.

La guerre interquartiers de 1993-1994

La guerre de 1993-1994 fit 2 000 victimes et entraîna le déplacement de plus de 100 000 personnes dans les deux quartiers du sud de la ville (Baongo et Mfilou), qui demeurent pour l'instant à l'écart des événements actuels³⁴.

En 1993, à la suite de la contestation de résultats électoraux favorables au parti présidentiel et jugés douteux par les partis d'opposition, c'est par la sécession des arrondissements du Sud que commencent les violences. La capitale sombre alors dans une première guerre urbaine marquée par la brutalité de la répression gouvernementale (bombardement du quartier de Baongo). D'abord politiques, les violences prirent vite une signification ethnorégionale, opposant principalement deux grands quartiers « sudistes », et, pour la première fois de l'histoire de Brazzaville, des jeunes ressortissants du sud du pays, appartenant au même groupe kongo, Laris de Baongo et Niboleks du quartier Mfilou.

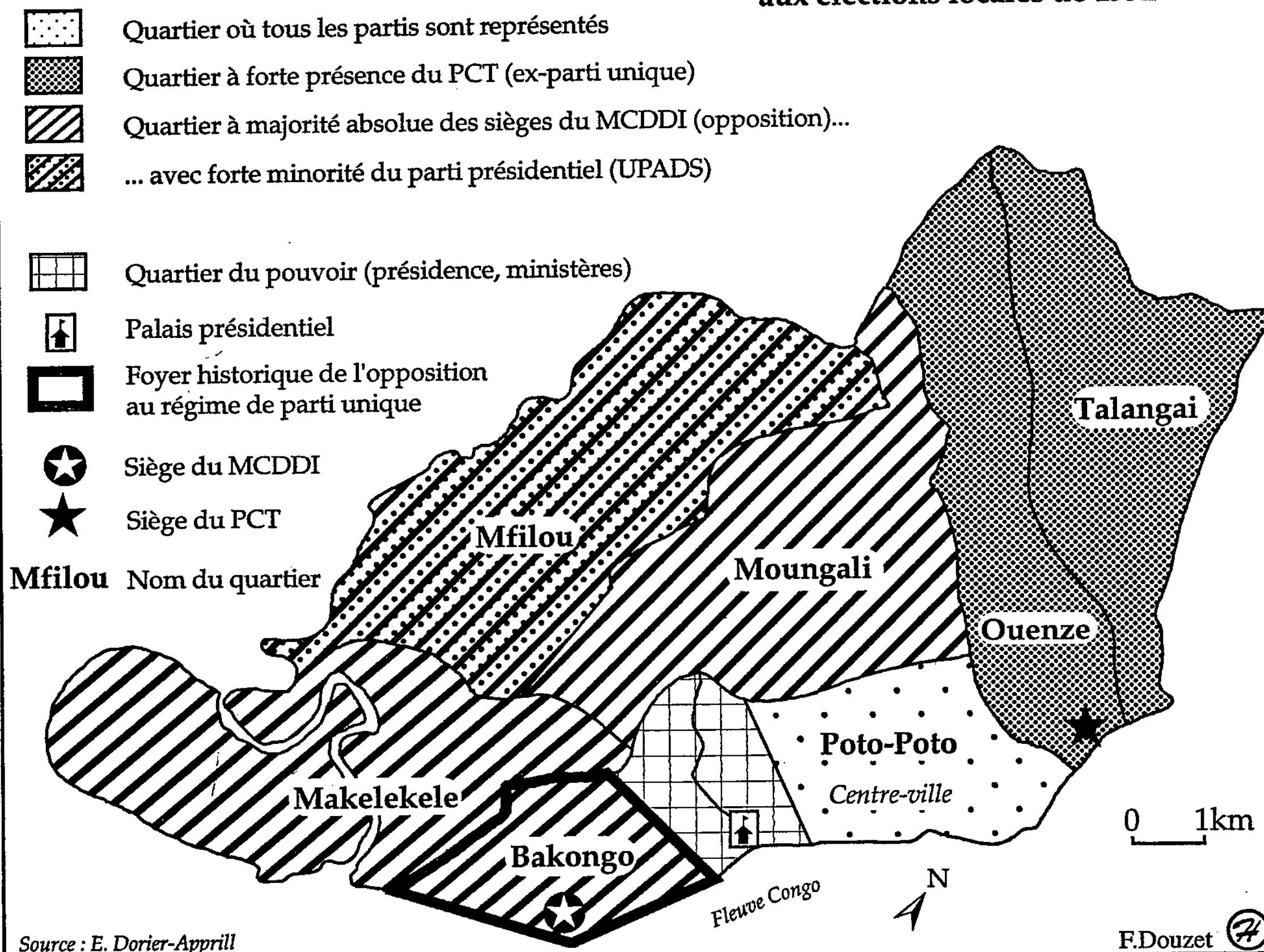
31. Cf. Élisabeth DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

32. « Zulus » de la mouvance présidentielle contrôlant Mfilou, « ninjas » de l'opposition à Baongo, « cobras » proches de l'ex-PCT contrôlant Talangaï.

33. Lié au surendettement et à l'ajustement structurel. L'encours de la dette équivaut à 150 % du PIB.

34. Sources : BQA de l'AFP, *La Semaine africaine*, années 1992-1997 (hebdomadaire d'actualité, édité par le diocèse catholique de Brazzaville), *Rupture*, revue trimestrielle, depuis juillet 1994. BP 5876, Pointe-Noire. Témoignages ultérieurement recueillis lors de trois missions à Brazzaville.

Le paysage politique de Brazzaville aux élections locales de 1992



La milice *zulu* et la *force d'Aubeville*, armées par la mouvance présidentielle, contrôlent le centre et certains quartiers périphériques, la milice *ninja*, armée par le principal parti d'opposition (MCDDI de B. Kolelas), contrôle l'arrondissement de Baongo et la sortie routière de Brazzaville.

L'intervention brutale de l'armée à Baongo, quartier assiégé pendant plusieurs semaines, puis bombardé, les violences, pillages, actes de cruauté à caractère ethnique perpétrés par ces milices de part et d'autre ont provoqué un gigantesque chassé-croisé de réfugiés entre les quartiers sud de la capitale. Les Ninjas qui contrôlent Baongo en ont expulsé les populations originaires du sud-ouest du pays ou Nibolek, minoritaires à Baongo, qui ont dû se réfugier dans le quartier Mfilou, perdant tous leurs biens. Baongo est alors surnommé « Sarajevo ». Aujourd'hui encore, l'une des seules traces visibles de cette période dans le paysage urbain de Baongo est la carcasse d'un char abandonné et portant la mention « carrefour Sarajevo ».

Symétriquement, Mfilou se transforme en « territoire nibolek », sous la coupe de la milice *zulu* qui surnomme son territoire « Beyrouth³⁵ ». Les maisons de ressortissants du Pool sont systématiquement pillées et incendiées, plusieurs personnes sont enterrées ou brûlées vives... et l'armée n'intervient pas. Les populations « sinistrées » d'origine lari, qui étaient encore majoritaires à Mfilou avant ces événements, ont dû fuir le quartier, renforçant encore le caractère monoethnique de Baongo.

Débordant les partis qui les ont armées, les milices *zulu*, *ninja* et *cobra* (dans une moindre mesure à cette époque) se sont donc disputé le contrôle de véritables territoires au cours de combats et d'exactions.

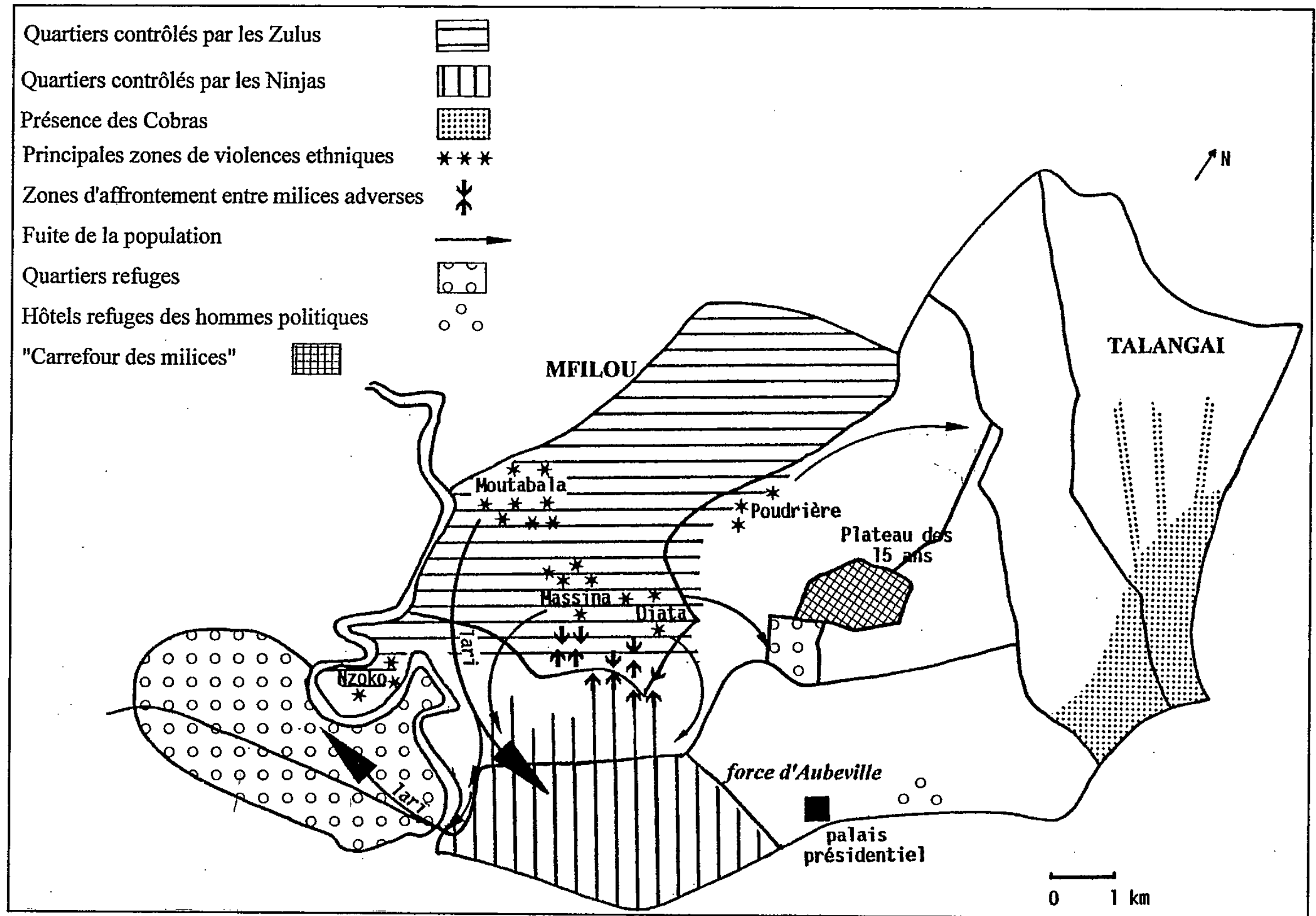
Cette « territorialisation » violente des quartiers sous l'emprise des milices manifestait l'émergence d'*identités ethniques*, réactivées voire *construites* à des fins politiques et par les états-majors des partis en compétition : *ethnités citadines* en réalité, puisque revendiquées par des jeunes — en majorité nés à Brazzaville, grandis dans l'horizon des quartiers : les Laris, on le verra, sont des Kongos urbanisés originaires du Pool ; quant à l'identité nibolek, dont se sont affublés des Kongos de divers sous-groupes originaires des régions sud-ouest, on a vu à quel point elle était à la fois récente et purement fonctionnelle³⁶. Le détour par les surnoms de guerre et de territoire est révélateur d'enjeux plus proprement politiques ou urbains : on désigne l'autre en tant qu'adversaire, sans référence réelle à une culture ethnique.

De 1994 à 1997, cependant, Brazzaville recommence à vivre et à travailler presque

35. Armés par le parti présidentiel, mais incontrôlés, les Zulus se livrent au brigandage à Mfilou.

36. Pour plus de détails sur ces points, cf. Élisabeth DORIER-APPRILL, « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », in E. LE BRIS (coord.), *Villes du sud, sur la route d'Istanbul*, Éditions de l'Orstom, mai 1996, L'Harmattan, Paris, p. 259-289 ; Patrice YENGO (dir.), *Identités et démocratie*, L'Harmattan, Paris, 1997.

DÉCEMBRE 1993-FÉVRIER 1994



Sources : AFP, La Semaine africaine.

Carte : E. Aprill.

normalement : la guerre civile de 1993-1994 n'avait guère laissé de traces visibles dans le tissu urbain, sauf dans le quartier de Mfilou aux nombreuses maisons détruites.

Mais à la fragmentation réelle de Brazzaville pendant les événements de 1993-1994 s'est ajoutée une fragmentation en zones d'influences virtuelles, même pendant la phase de retour à la paix et de disparition officielle des milices entre 1994 et 1997, où nombre d'éléments plus ou moins contrôlés continuaient de « veiller » sur les quartiers et de se livrer à un brigandage sporadique.

La carte p. 201 est une représentation de cet imaginaire des miliciens. Elle a été élaborée à partir d'interviews de jeunes miliciens auprès d'agences de presse et de journaux locaux, puis d'entretiens avec d'anciens Ninjas et des jeunes proches des Cobras³⁷. En recoupant leurs déclarations avec des témoignages de citoyens ayant vécu ces événements, la convergence de leurs représentations territoriales apparaissait stupéfiante et inquiétante : un véritable consensus qui légitime l'affrontement !

Jusqu'en 1997, malgré le retour à la paix, ces représentations fantasmatiques du risque liées à la crainte des bandes de jeunes armés a conduit les habitants à contracter leur espace vécu, en modifiant leurs pratiques quotidiennes (lieux d'achats, de loisirs, de fréquentations amicales, etc.), à restreindre au strict nécessaire les déplacements journaliers interquartiers et à supprimer les déplacements nocturnes. Cette géographie de la peur a entraîné le déclin de certains grands marchés et de nombreuses activités des quartiers où s'étaient produits les affrontements (Mfilou surtout, et Bacongo) et leur transfert vers la moitié est de la ville. Ainsi, le marché Total de Bacongo, qui ravitaillait autrefois une grande partie de la ville, est devenu un simple marché d'arrondissement, et nombre des bars-dancings quasi mythiques de ce quartier ont disparu, ou ne sont plus fréquentés que par une clientèle locale.

Mais Bacongo a conservé les embarcadères clandestins contrôlés par le MCDDI, parti de Bernard Kolelas, qui ont permis au quartier d'être alimenté pendant le blocus et la guerre civile.

A l'inverse, les migrations massives de populations « sinistrées » vers les quartiers est ont modifié l'équilibre démographique intra-urbain. En 1996, le secteur du grand marché de Moungali était devenu le véritable centre commerçant de la ville, profitant de la libéralisation du commerce, enrichi de la présence de nombreux commerçants ouest-africains (y compris le replis de « diamantaires » sénégalais expulsés du Zaïre et du Burundi) : l'activité, très animée toute la journée, n'avait guère été interrompue pendant les événements de 1993-1994, alors même que les quartiers sud étaient en guerre !

Les deux artères goudronnées partant du centre-ville vers le nord (avenue de la Paix et de la Tsiémé) et la transversale réparée tout exprès à l'occasion de la récente visite de

37. Détails in É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

Jacques Chirac (juillet 1996) connaissaient une forte densification commerciale, des centaines d'étals et d'échoppes d'artisanat y avaient fait leur apparition³⁸ (menuiserie, automobile, électronique, services...).

Plus loin, les zones populaires d'« ambiance » nocturne (bars-dancings) s'étaient massivement déplacées vers les extrémités les moins exposées de la ville, en particulier dans les quartiers nord. A l'ancien « terminus » de Mikalou, les avenues étaient une succession de bars et de *ngandas*³⁹ jalonnés par un grand « marché de nuit » où l'on pouvait, à la lueur des lampes à pétrole, acheter et déguster chaque soir, dans une ambiance de foule et au son de la rumba échappée des bars, petites brochettes, poulet, igname et manioc bouillis. Ici, on était à l'écart, au calme, et la vie nocturne ne s'était pas arrêtée pendant les « événements », au contraire !

Jusqu'à ces dernières semaines de l'été 1997, l'animation de ces périphéries populaires du Nord contrastait de manière flagrante avec le silence et l'obscurité d'un centre-ville que nul n'osait fréquenter la nuit⁴⁰, avec la tranquillité revenue et le repli sur soi de Baongo, devenu une sorte de charmant quartier « dortoir » bien surveillé par sa milice ninja, ou avec le calme plat ponctué d'exactions zulus de l'arrondissement de Mfilou, en partie déserté par sa population.

Ce sont ces quartiers animés du Nord et de l'Est « conquis » par les Cobras de D. Sassou Nguesso qui sont aujourd'hui la cible de bombardements intensifs des forces gouvernementales, et qui, sous la pression de la nouvelle guerre civile, se vident de leurs habitants.

1994-1997 : la marche vers un nouveau conflit politique Nord/Sud ?

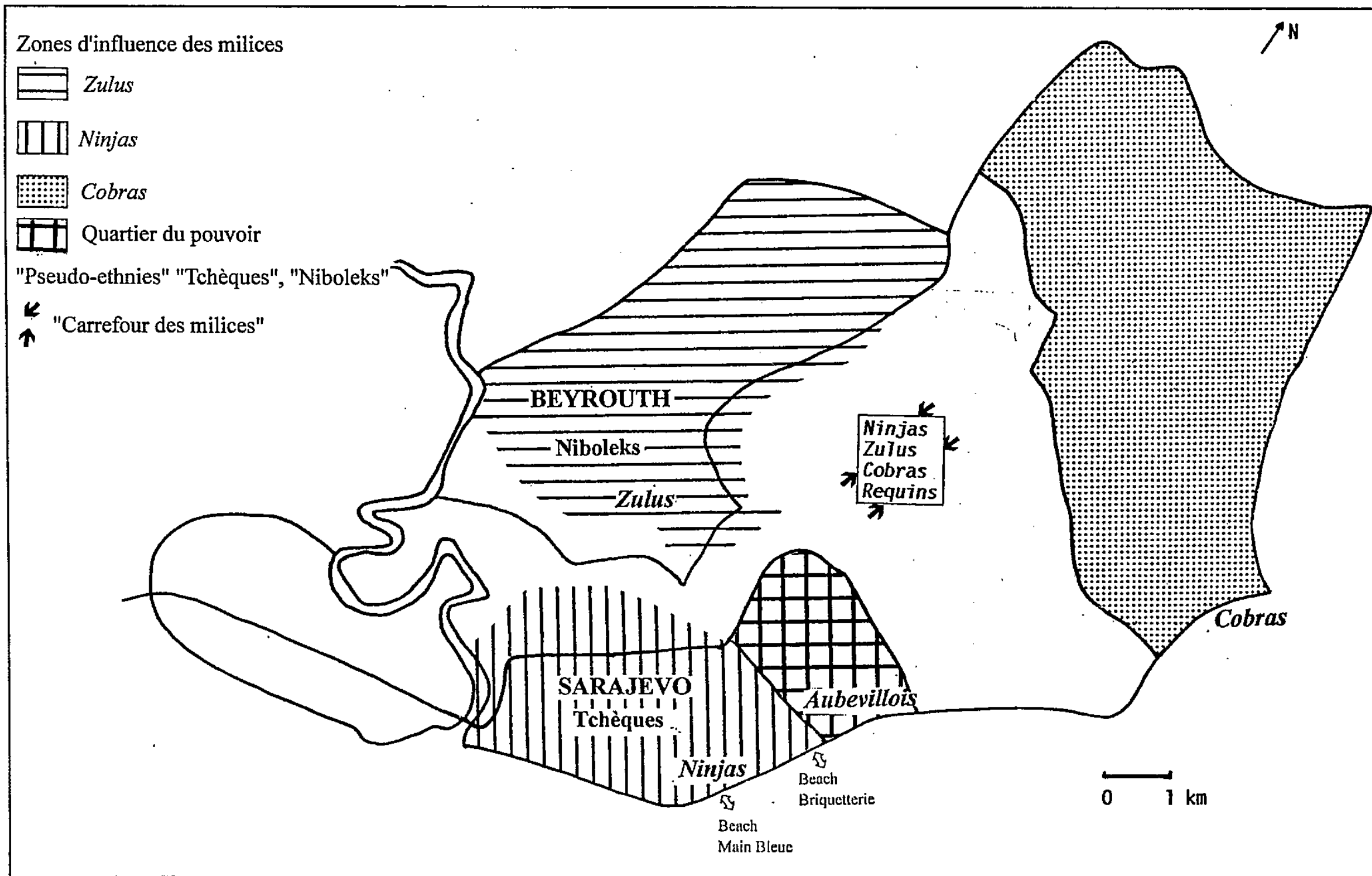
A partir de la fin de 1994, tandis que la paix revient dans les quartiers, se produit un rapprochement stratégique entre les deux grands partis politiques « sudistes » qui s'étaient affrontés en 1993-1994. Ce rapprochement culmine avec l'élection de B. Kolelas comme maire de Brazzaville avec les voix de la mouvance présidentielle (juillet 1994), puis l'entrée au gouvernement de membres de son parti, quelques mois à peine après la fin de la guerre entre Baongo et Mfilou !

38. Source : comptages personnels sur le terrain en 1986 et en 1995 sur les mêmes sections d'avenues.

39. Petits bars-restaurants de parcelle, parfois clandestins.

40. La désaffection populaire à l'égard du centre-ville est historique : ancienne « ville du Blanc », interdite à certaines heures de la nuit, puis d'un pouvoir militaire qui s'est toujours appuyé sur des milices (légal), le centre-ville suscitait la crainte des contrôles ou des arrestations arbitraires et n'était, de fait, fréquenté que par les « élites autorisées » après les heures de bureau. Cette crainte n'a fait que s'aggraver au cours des dernières années.

1994-1995 : TOPONYMIE FANTASMATIQUE DES « TERRITOIRES BRAZZAVILLOIS »



Parallèlement, on observe un déplacement à la fois politique et géographique des tensions, entre la mouvance présidentielle et le PCT de l'ancien président Denis Sassou Nguesso, qui incarne l'opposition la plus intransigeante. A l'échelle du pays, l'agitation se déplace au nord, dans la région d'Oyo (village natal de l'ex-président Sassou Nguesso), où se trouveraient plusieurs camps d'entraînement des Cobras⁴¹ et où se replient ses fidèles (notamment un groupe de hauts officiers nordistes limogés).

A Brazzaville, dès 1995, les violences politiques et de droit commun les plus spectaculaires se déplacent du côté de Mpila où réside Denis Sassou Nguesso, ainsi qu'à Ouenzé et Talangaï, où sévissent de jeunes délinquants bien armés, plus ou moins liés aux Cobras : leurs cibles favorites sont les boutiques des commerçants ouest-africains et les églises après la quête ! Chacun de leurs méfaits est amplement répercuté par les médias gouvernementaux, contribuant à renforcer l'image d'insécurité de ces quartiers nord⁴².

Cependant, de 1995 à 1997, le désarmement des milices (dont les effectifs globaux sont évalués à 10 000) ainsi que le « rééquilibrage ethnique de l'armée » (composée d'environ 20 000 hommes dont deux tiers d'officiers, en majorité nordistes) deviennent les thèmes majeurs de la controverse politique au Congo, dans le contexte lourd d'enjeux de la préparation des élections présidentielles, prévues pour juillet 1997. Et cette controverse cristallise encore davantage la tension entre le parti présidentiel et le PCT.

En décembre 1995, la signature d'un pacte de paix entre partis prévoit le démantèlement des milices armées et leur recrutement par la gendarmerie et la police. Chaque parti politique doté d'une milice reçoit un quota de places pour « ses » jeunes de dix-huit à vingt-deux ans⁴³.

Mais la majorité des jeunes effectivement intégrés provient des groupes liés à la mouvance présidentielle. En effet, après le limogeage brutal d'un groupe d'officiers « nordistes », ouvertement liés à l'ancien président Denis Sassou Nguesso, le PCT refuse de désarmer sa milice cobra tant que le parti présidentiel ne lui offre pas des garanties de sécurité. Quant aux Ninjas, si une partie est intégrée à la gendarmerie ou à la police, il reste à Baongo une masse de jeunes désœuvrés, certains réfugiés de la guerre civile de 1993, prêts à être utilisés par le MCDDI pour la surveillance discrète et « pacifique » du quartier... et susceptibles de renouveler les « troupes » !

Dans les faits, donc, les milices continuent à exister et les armes à circuler. Ainsi mobilisée, armée, et maîtresse de la rue, toute une frange de la jeunesse brazzavilloise devient

41. Existence farouchement niée par Denis Sassou Nguesso.

42. Si Baongo, contrôlé par B. Kolelas et ses Ninjas, apparaît comme un quartier « sûr » (voir *infra*), Mfilou, déserté d'une bonne partie de ses habitants, est constamment le théâtre de menues exactions des Zulus, ni réprimées ni médiatisées.

43. Dispenses possibles jusqu'à 28 ans. Au-delà, les miliciens... restent miliciens !

vite incontrôlable, y compris par les leaders politiques qui prétendaient la manipuler, même une fois intégrée dans l'armée !

A peine recrutés, nombre de ces ex-miliciens se mutinent à plusieurs reprises en 1996-1997, sans être aucunement sanctionnés par la puissance publique. C'est ainsi que les Forces armées congolaises (FAC) commencent à se déliter.

Un exemple, la mutinerie du 14 février 1996 : 360 anciens miliciens de la mouvance présidentielle, recrutés dans l'armée en février 1995, réclament la régularisation administrative de leur situation, c'est-à-dire l'attribution de matricules, afin de percevoir leurs soldes. Pour en venir à leurs fins, ils s'emparent de chars légers, et encerclent le camp de l'escadron blindé de Mpila où ils prennent en otage un officier supérieur. Après avoir volé du carburant et pillé quelques boutiques, les jeunes soldats placent un blindé au rond-point Kulunda. Ils bloquent les accès au camp de Mpila pendant cinq jours. Cette mutinerie provoque 4 morts (2 balles perdues, 2 fauchés par des véhicules militaires) et 40 blessés. Après négociation entre un comité de 7 membres et le gouvernement, les mutins obtiennent pleine satisfaction : le haut commandement militaire attribue les matricules d'identité et de solde « à tous les soldats qui se sont soulevés (*sic*) ».

Le manque de confiance du gouvernement dans cette armée nationale est tel que le président Lissouba fait appel à d'anciens officiers israéliens mercenaires pour encadrer et entraîner, dans son fief de la Bouenza, les groupes paramilitaires chargés d'assurer sa sécurité.

Le refus de D. Sassou Nguesso de désarmer sa milice cobra a motivé depuis deux ans plusieurs opérations des Forces armées congolaises dans le quartier Mpila, équivalentes à celle qui vient de dégénérer en guerre urbaine massive.

Ainsi, en septembre 1995, le quartier Mpila est encerclé, et le gouvernement ordonne — déjà — le déploiement de blindés et de 200 militaires autour du domicile de l'ex-président. Le but est d'« assainir » le quartier « où les exactions des miliciens cobras gênent les activités » et de perquisitionner au domicile de D. Sassou Nguesso à la recherche d'armes lourdes. L'ancien président étant à cette époque absent de Brazzaville, les miliciens se sont alors simplement repliés à Talangai, fief du PCT.

La guerre de 1997

Combats urbains (5 juin-15 août 1997)

Le 5 juin 1997, des forces de l'armée régulière congolaise (FAC) prennent position autour de la résidence de Denis Sassou Nguesso dans le quartier Mpila, officiellement pour arrêter deux gardes du corps de l'ancien président suspectés d'être à l'origine des troubles

qui avaient fait 10 morts en mai dans le nord du pays. Plus largement, comme le gouvernement l'annonce dans les médias, il s'agit d'« une opération de lutte contre les milices paramilitaires en préparation de l'élection présidentielle ».

Devant l'importance des forces massées autour de son domicile (une douzaine de tanks), l'ancien président se considère comme personnellement menacé en tant que candidat favori aux prochaines élections.

Cette opération qui s'annonçait facile se heurte à une résistance armée efficace des Cobras (milice de Sassou Nguesso fort bien équipée en armes modernes), bientôt renforcée par la défection d'officiers et même d'une importante frange de l'armée restée fidèle à l'ancien président, au sein de laquelle le groupement aéroporté, unité d'élite de l'armée basée à côté de l'aéroport. Ils s'emparent très vite de la base du génie civil située à Mpila, l'un des principaux dépôts de matériel des FAC à Brazzaville.

De leur côté, les forces gouvernementales, affaiblies par la défection d'une grande partie de l'armée, s'appuient aussi sur leurs groupes paramilitaires (*Aubevillois* ou *Cocoyes*), et sur la milice zulu, composée de jeunes particulièrement mal contrôlés. Ce qui démarrait comme une légitime mais maladroite opération de police devient donc une véritable guerre opposant, dans chaque camp, militaires et miliciens bien armés⁴⁴ mais mal contrôlés par leurs dirigeants.

Dès le premier jour, les combats des FAC avec les miliciens ont bloqué le trafic à Mpila et provoqué la désertion du centre-ville. Très vite, les Cobras, armés, érigent des barricades dans plusieurs quartiers nord de Brazzaville.

Brazzaville est immédiatement divisée en deux secteurs : l'un, au sud de la ligne de chemin de fer (centre-ville), tenu par les forces gouvernementales, et l'autre, au nord et à l'est (composé de vastes ensembles de quartiers populaires), contrôlé par les partisans de Sassou Nguesso auxquels se sont ralliées des unités de l'armée.

Le centre-ville devient alors le premier terrain d'affrontement des belligérants. Venus de Mpila, les Cobras avancent le long du fleuve, se stabilisant vers l'est à 200 mètres environ du triangle où sont situés, à quelques dizaines de mètres de distance, la tour Elf Congo, le Trésor public, les ambassades de France⁴⁵ et des États-Unis, l'unique supermarché de la ville et le grand hôtel Sofitel-Mbamou, palace où étaient réfugiés nombre de notables du régime. Les forces de l'armée régulière consolident leurs positions près de la résidence présidentielle, de la radio gouvernementale et au pied de l'ambassade de France, d'où elles bombardent les quartiers nord.

44. Les protagonistes ont des interprétations plus radicales : le président Lissouba accuse en effet son prédécesseur marxiste de tenter un coup d'État. Sassou Nguesso de son côté prétend que Lissouba a provoqué ces troubles comme prétexte pour suspendre une élection présidentielle qu'il risquait de perdre.

45. Seule ambassade restée ouverte et qui reçoit régulièrement des représentants des belligérants.

Dès le début, les quartiers populaires du Nord, base des Cobras, deviennent à la fois la cible de bombardements, d'incursions zulus venues de l'ouest et de règlements de comptes, pillages et violences ethniques. Ils sont privés d'eau potable et d'électricité. Le 22 juin, après l'évacuation des derniers étrangers par l'opération *Pélican*⁴⁶, un bref cessez-le-feu permet à des dizaines de milliers d'habitants de fuir cette partie de la ville⁴⁷, se dirigeant soit vers les régions rurales du Nord, soit vers l'arrondissement de Bacongo.

Jusqu'à cette période, grâce à la présence militaire française, l'armée régulière garde plus ou moins le contrôle de la base aérienne, et l'utilise pour acheminer des renforts par avion. Mais les Cobras atteignent les limites de l'aéroport, où ils sont renforcés par le groupement aéroporté, unité d'élite de l'armée basée à proximité. Quelques jours après le départ des derniers militaires français, les combats les plus violents éclatent autour de cette infrastructure stratégique. Chaque camp en revendique le contrôle dans la confusion la plus totale des commandements, jusqu'à la fin du mois. Les forces régulières reprennent le dessus dans ce secteur.

La ligne de front s'étire alors durablement en diagonale entre les deux zones névralgiques que sont les quartiers du centre-ville et l'aéroport. Cet espace, relativement peu peuplé mais concentrant de nombreux équipements de service public (CHU, caserne des pompiers, université, etc.), est le plus durement touché par les bombardements et les combats.

La ligne de partage des territoires cobra et gouvernemental est matérialisée par la voie du CFCO (chemin de fer Congo-Océan), qui, souvent enclavée dans des îlots densément construits, n'est franchissable qu'en quelques points. Les barrages cobras et les échanges de tirs sont constants à proximité des principaux accès (ponts et passages à niveau). C'est par là que les combats reprennent au début du mois d'août, avant que les forces gouvernementales recommencent à inonder d'obus les quartiers nord en utilisant cette fois des hélicoptères qui leur permettent d'accéder aux plus lointaines périphéries.

Destructions dans le centre-ville et les quartiers nord

Pendant les cessez-le-feu, et notamment celui du 13 juillet au 5 août, les adversaires s'affrontent aussi par radios interposées : radio gouvernementale contre la radio du PCT, qui émet depuis les quartiers nord (Radio Liberté).

Soldats et miliciens des deux bords occupent leur temps libre à piller les maisons, véhicules et commerces du centre-ville et des quartiers résidentiels du Plateau, et à rançonner les habitants en dressant de multiples barrages routiers (appelés « bouchons »).

La désolation du centre-ville ne renvoie pas seulement au hasard des combats : sym-

46. Au total, 5 666 étrangers dont 1 523 Français ont été ainsi évacués.

47. Une vingtaine de mille selon la Croix-Rouge.

boliquement aussi, sa destruction touche plus profondément l'État, à travers le centre des affaires et les beaux quartiers de la capitale, espaces symboliques du pouvoir et des privilèges où résidaient, dans l'opulence de leurs villas de prestige, tous les nouveaux notables de la jeune « démocratie » au voisinage des diplomates et coopérants de premier rang des pays occidentaux.

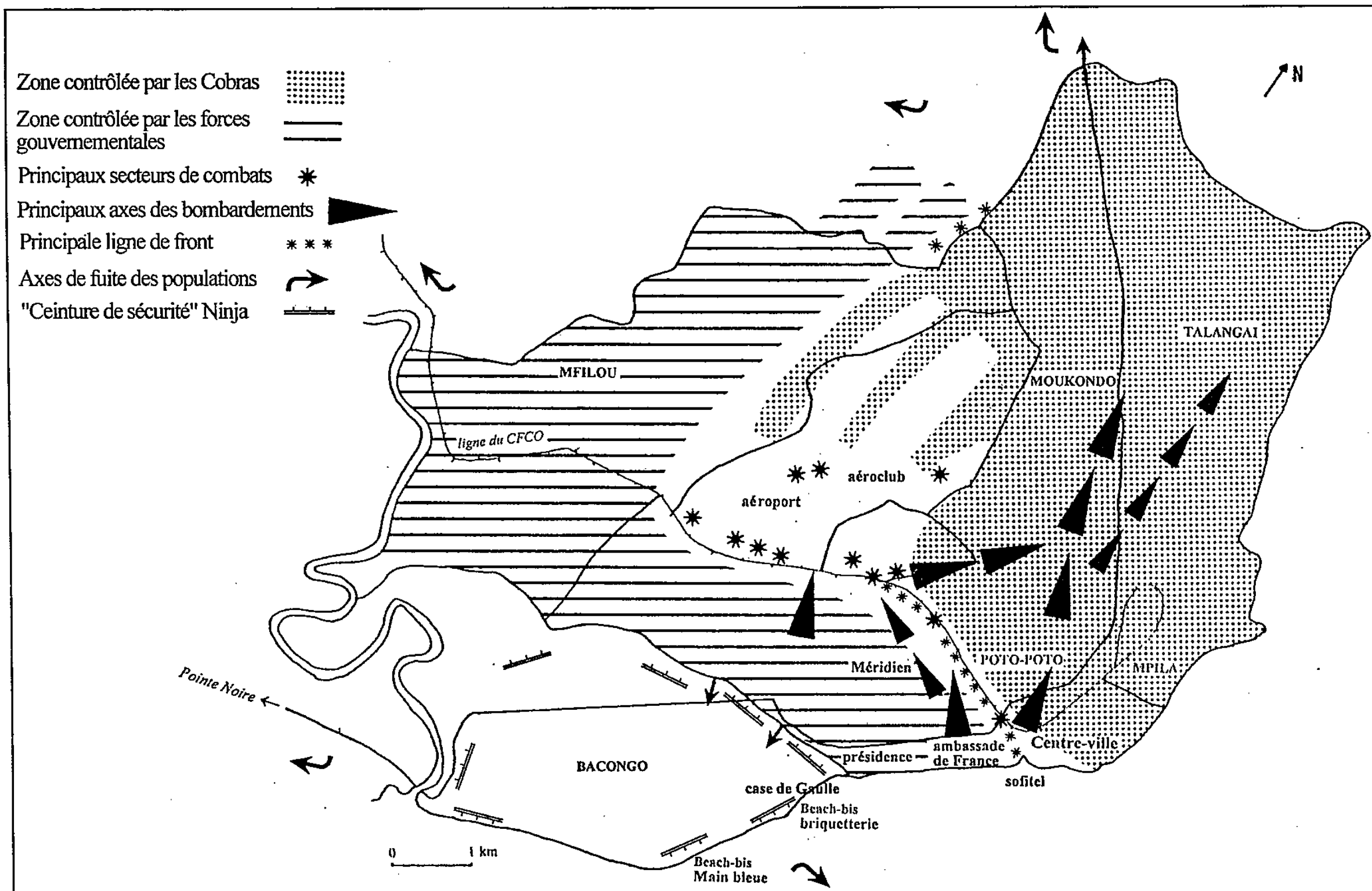
Le petit centre-ville, quoique modeste, n'en incarnait pas moins le symbole du pouvoir et de la richesse mal partagés, avec son Trésor public si souvent fermé aux fonctionnaires (quatorze mois d'arriérés de salaires), son supermarché, temple d'une consommation à la mode occidentale et aux prix exorbitants, ses grands hôtels et leurs piscines accessibles aux Européens expatriés et à une petite minorité de privilégiés, tous bombardés et pillés (quelquefois très méthodiquement). Quant aux « belles maisons » de Mpila, du Plateau, du quartier OCH (derrière l'hôpital), du Plateau des Quinze-Ans, il ne reste souvent plus que des carcasses. Leur destruction et leur pillage systématique, « jusqu'à la robinetterie et aux boutons de porte », minutieusement décrits par les dépêches de presse, frappent évidemment plus l'imagination que ceux des milliers de maisons de parpaings détruites dans les quartiers populaires !

Les « territoires des Blancs » se sont également trouvés cible des combats, à commencer par le parc de l'Orstom, pillé en 1993, et où stationnaient des troupes françaises au cours des mois précédant ces événements, l'aéroclub, qui a servi de QG pour l'évacuation des étrangers par l'opération *Pélican* ; ou encore le club de tennis et le club nautique, tous lieux qui étaient, *de facto*, réservés à une clientèle d'abonnés expatriés. Il n'est pas sûr que l'indiscipline et l'appât du gain expliquent seuls ces pillages à forte valeur symbolique : lorsque des miliciens vont jusqu'à détruire les maisons de prestige de leurs propres chefs, n'y a-t-il pas aussi une entreprise délibérée de saper toute marque d'autorité ?

Exode massif des populations

Face à la dégradation des conditions de la vie et à la violence des affrontements, et instruits par l'expérience de 1993, plusieurs centaines de milliers d'habitants (de toutes ethnies) de Poto-Poto, Ouenzé et Moungali auraient ainsi fui vers les quartiers calmes ou dans les régions environnantes, vers Pointe-Noire, vers Kinshasa, en empruntant tous les moyens de transport possibles : camions, *fula-fula*, taxis, pirogue, train, hélicoptères ou avions privés pour les plus fortunés... Même en période de crise, les affaires marchent pour les transporteurs, qui profitent de toute manière de l'occasion pour se replier loin des pillages. Une partie entière de la ville s'est pratiquement vidée de ces habitants harassés de bombardements. A la mi-août, Poto-Poto, vieux cœur urbain de la cité africaine, était décrit comme « presque vide » par des habitants réfugiés à Kinshasa. C'est ensuite le tour d'Ouenzé et de Moungali.

1997 : LA SECONDE GUERRE DES MILICES



Sources : témoignages, dépêches de presse.

Carte : Élisabeth et Christophe Apprill.

A la reprise des combats après le cessez-le-feu de juillet, les miliciens cobras tentent d'empêcher les hommes de quitter les quartiers dans le but de les contraindre à prendre les armes pour participer à la guerre. Les réfugiés doivent donc contourner les barrages des Cobras pour réussir à gagner Yoro (le port de Mpila) et rejoindre Kinshasa en pirogue. Le tarif est d'environ 2 000 FCFA par personne (20 FF⁴⁸). Vers le milieu d'août, quand les bombardements s'intensifient sur les quartiers nord, ce sont plus de 1 000 personnes qui arrivent chaque jour au *beach* officiel de Kinshasa.

Des habitants du nord de Brazzaville effectuent un immense détour — plusieurs dizaines de kilomètres au nord-ouest — pour rejoindre Makélékélé, puis Baongo, en évitant les quartiers des combats. Par la suite, à chaque accalmie, les civils en profitent pour s'entasser dans bus et camions et se réfugier dans les quartiers sud, qui peuvent servir ensuite de relais vers Kinshasa ou vers les régions rurales voisines.

La ligne du chemin de fer vers Pointe-Noire ne fonctionne plus jusqu'à Brazzaville. Il faut d'abord rejoindre la gare de Goma Tsé tsé, une trentaine de kilomètres au sud de la capitale..., mais le trajet n'est sûr que pour les « sudistes ». En effet, les milices progouvernementales qui contrôlent nombre de gares (notamment Loudima) arrêtent tous les passagers identifiés comme « nordistes » soit d'après leur carte d'identité, soit après un sommaire examen linguistique ! De nombreux témoignages font état d'enlèvements systématiques, de violences, d'éliminations par les Cocoyes ou par les Zulus.

Ne reste donc aux ressortissants du nord du pays que la possibilité de fuir vers leur région d'origine, de se cacher à Baongo ou de traverser le fleuve vers Kinshasa (en pirogue, depuis les petits embarcadères situés à Baongo).

En fait, si, au début des combats, nombre de nordistes se sont réfugiés à Baongo, on observe ensuite une nouvelle migration, les populations des régions nord redoutant des règlements de comptes avec les partisans de la mouvance présidentielle qui eux aussi trouvent refuge dans ce quartier. Certains remontent le fleuve en pirogue de Baongo jusqu'à Mpila (quartier cobra), en prenant soin de naviguer sur le côté zaïrois afin d'échapper aux tirs⁴⁹.

La situation est donc aujourd'hui plus grave qu'en 1993 : cette crise de tout l'espace central de la capitale et ce repli des dirigeants de part et d'autre, au nord et au sud de la ville, sont évidemment très inquiétants, d'autant plus que les espaces « refuges » ne demeurent sûrs que tant que la milice qui les domine reste disciplinée et respecte une forme de pouvoir qu'elle considère comme légitime !

48. Ce qui représente une journée d'un petit salaire à Brazzaville.

49. Selon des témoignages de Brazzavillois réfugiés.

Ainsi, les responsables du parti présidentiel, soucieux de leur sécurité, ne s'installent pas dans les quartiers-territoires de leurs propres milices, incontrôlés, mais à Baongo, certains à proximité immédiate du siège du MCDDI⁵⁰.

Baongo : une neutralité stratégique

Cette partie entière de la ville est épargnée par les combats jusqu'à la fin août⁵¹ : Baongo, qui avait été l'un des foyers de la guerre civile de 1993-1994, apparaît cette fois comme le dernier « refuge » du fait de la neutralité affichée de Bernard Kolelas, maire de Brazzaville, leader du MCDDI et chef de la milice ninja.

Si B. Kolelas, chef du parti le mieux implanté chez les Laris et qui se pose en médiateur national, impliquait les Ninjas dans les combats, ceux-ci prendraient ouvertement la coloration régionale Nord-Sud, classique dans l'histoire récente du pays. La neutralité du quartier de Baongo apparaît donc essentielle, à la fois dans la stratégie politique de son leader et symboliquement, pour éviter l'éclatement complet de la capitale et du pays.

La façon dont l'ensemble Baongo-Makélékélé parvient cette fois à rester stable et dont B. Kolelas semble maître de ses forces paramilitaires ne s'explique pas seulement par un charisme personnel (même s'il est indéniable) ou par un sens de l'intérêt bien compris. En réalité, cette neutralité actuelle, après l'engagement de Baongo comme foyer de vengeance des événements de 1959, déclencheur de l'émeute urbaine, puis assiégé et bombardé par l'armée en 1993, manifeste un phénomène singulier de cohésion sociale, politique et finalement identitaire qui est un trait marquant de l'histoire brazzavilloise.

Une mise en perspective historique montre la réitération d'un scénario qui situe toujours cet ensemble au cœur de la « transaction » politique citadine : Baongo se pose tour à tour en foyer de révolte, en « cité martyre » ou en havre de paix. Et cette autoreprésentation de « ville dans la ville », confortée par la guerre actuelle, en fait un quartier refuge.

Les événements récents et actuels de l'histoire brazzavilloise radicalisent une évolution ancienne du quartier vers un repli identitaire franc qui se traduit par une culture de plus en plus territorialisée : non seulement par la délimitation violente d'un territoire par la milice ninja, par les discours des politiques et notables locaux, par la création d'associations, la fondation d'Églises néotraditionnelles, mais aussi par l'apparition de nouvelles

50. En effet, les Zulus ont pillé les villas de plusieurs ministres, et même celle du secrétaire général du parti présidentiel (selon des témoignages recoupés).

51. Sinon par les bombes : une vingtaine d'obus ont frappé ce quartier en juillet-août et notamment la maternité de l'hôpital de Makélékélé : erreur de tir ou tentative de susciter une implication ninja dans le conflit ?

représentations, dispositions et pratiques spatiales (*beach*), et même par la mise en place de nouveaux circuits économiques.

On peut s'interroger sur la façon dont se construit et se manifeste cette « masse identitaire » au cœur de la capitale, et quelle influence peut être la sienne, dans l'évolution géopolitique actuelle, sur le pourrissement ou la régulation des conflits brazzavillois.

Une identité ethnicisée doublée d'une identité territorialisée : Baongo et la « larité »

Les populations kongos sont majoritaires dans l'ensemble de la ville (60 %), et Baongo n'en a pas le monopole. L'originalité du quartier vient non seulement de leur prédominance écrasante (plus de 98 %), et qui s'est renforcée, on l'a vu, lors de chaque épisode violent de l'histoire brazzavilloise, mais aussi de la construction d'une identité locale, urbaine, de nature ethnique, territorialisée : l'identité *lari*.

A l'époque précoloniale, il n'y a pas de trace d'un « pays lari » au moyen Congo. C'est un ensemble mouvant, observable et signalé seulement à partir des migrations kongos de la fin du XIX^e siècle vers les villes naissantes du Pool, le long des pistes, puis du CFCO. Densément quadrillé par les missions catholiques et protestantes et leurs écoles, intensément mis en valeur pour l'approvisionnement de la capitale, le sud du Pool va attirer et rapidement fournir les éléments les plus instruits et dits « évolués » de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'indépendance. Ils jouent un rôle actif lors de la création de Brazzaville. De cette aliénation émerge l'identité *lari*, qui se cristallise dans la « cité indigène » de Baongo et le long de la ligne du CFCO : s'il existe une larité, celle-ci est d'origine moderne et urbaine.

L'homogénéité d'origine (Pool), le quasi-monopole des échanges marchands en direction du sud du fait de sa situation géographique, la prégnance des liens familiaux et économiques de proximité constituent donc les bases matérielles de la cohésion sociale et culturelle de Baongo. S'y ajoute un fort sentiment d'unité, lié au fait que Baongo, plus qu'un simple réceptacle de migrants ayant la même origine, peut être considéré comme le creuset de l'identité *lari*, qui est une identité urbaine ancienne, résultant du processus de citadinisation de populations kongos originaires du Pool dans un contexte de forte aliénation coloniale.

Baongo se veut, dès le début du siècle, le centre d'une urbanité plus raffinée que le reste de la cité africaine, foyer de modes vestimentaires et musicales, de création littéraire, avec ses bars et associations d'élégants, relayés dans les années quatre-vingt par les *sapeurs*. Cet ensemble de quartiers populaires est le plus marqué par l'histoire coloniale et le plus lié à la ville européenne : la présence de la « Case de Gaulle », résidence de

l'ambassadeur de France, des villas de diplomates français le long de la corniche perpétuent d'une certaine manière les liens privilégiés tissés avec l'ancienne métropole⁵².

Divers traits culturels plus discrets mais décisifs ont marqué historiquement la révolte, l'opposition, le sens d'un sacré communautaire et enraciné dans le quartier, à commencer par la naissance du matsouanisme religieux (1945), culte messianique historique de Baongo, suivi depuis cinquante ans par la création de multiples petites Églises néotraditionnelles.

Ainsi, cette cohésion de Baongo, singulière à Brazzaville, est le produit d'une maturation historique citadine ancienne autour de l'homogénéité d'origine et de l'unité d'un territoire urbain. Mais c'est surtout le jeu politique des quarante dernières années qui, de crise en manipulation politique, a cristallisé à la fois la conscience *ethnique* et territoriale des habitants du quartier, lui donnant à certaines périodes une coloration plus aiguë de combat pour la survie. C'est à nouveau le cas depuis 1993, chez une partie de la jeunesse locale, et notamment les Ninjas.

Dans son inscription urbaine, Baongo apparaît comme un paradigme du refuge et du repli dont les trois pivots s'impriment dans l'espace urbain : autodéfense, autonomie d'approvisionnement, autolégitimation par une sacralisation des identités et des lieux.

Un refuge bien défendu... mais aujourd'hui menacé

En 1959, lors des violences entre membres de l'UDDIA et matsouanistes, puis lors des massacres entre Mbochis et Laris à Poto-Poto et à Ouenzé, de nombreuses familles laris venant du reste de la ville se sont repliées à Baongo, qui depuis lors remplit périodiquement une fonction de refuge qui se transforme pour certains en installation durable.

En 1993-1994, d'importants échanges de migrations contribuent à faire jouer une nouvelle fois ce rôle de « refuge » lari, et à accentuer le caractère monoethnique du quartier. Aux familles laris qui ont tout perdu en quittant précipitamment le quartier Mfilou pour échapper aux violences ethniques, il faut ajouter de nombreux fonctionnaires revenus des pays du Niari, de la Bouenza, de la Lekoumou. Tous se sont repliés sur Baongo, où ils se sentaient plus en sécurité du fait de la présence de la milice ninja.

Ils sont désignés par le terme de *sinistrés*, et, bien souvent, se sont installés dans les maisons abandonnées par des familles d'origine niolek (et spécifiquement l'ethnie Bembé), qui ont également tout perdu dans leur fuite de Baongo. Très vite, la question des sinistrés se trouve au cœur de polémiques sans fin entre gouvernement et opposition sur la recons-

52. Au Centre culturel français, situé à la sortie de Baongo, la quasi-totalité du personnel local est lari et réside dans le quartier.

truction — l'argent destiné à l'indemnisation des sinistrés aurait été détourné... — et sur la récupération politique du malheur — l'une des deux grandes associations de « sinistrés » de Baongo est très étroitement liée au MCDDI, qui y puise ses nouveaux miliciens ninjas...

L'entrée du quartier, que les Ninjas considèrent comme leur territoire, est bien gardée : lors des événements de 1993-1994, ne surnommait-on pas la « gueule du caïman » (référence aux armes et à la vigilance ninja... et à l'emblème de F. Youlou) le secteur de la grande avenue reliant le plateau administratif au siège du MCDDI ?

Depuis 1994, les Ninjas, sommés de se comporter de manière pacifique et de surveiller discrètement l'ensemble du quartier, gardaient toujours militairement le siège du MCDDI et les deux embarcadères clandestins hérités des semaines de blocus infligé par l'armée (novembre 1993), puis de la longue période (1994) au cours de laquelle le chemin de fer Pointe-Noire-Brazzaville, véritable cordon ombilical de la capitale, a cessé de fonctionner à cause des barrages de milices.

Dès le début de la guerre actuelle, la milice ninja a dressé une « ceinture de sécurité » de barrages fixes et de rondes armées autour de l'arrondissement, y compris bien sûr le long de la Corniche, passage stratégique où se trouvent les deux petits embarcadères qui permettent de rejoindre Kinshasa en pirogue. Ils rassurent aussi la population, en patrouillant nuit et jour avec des armes à l'intérieur du quartier.

Cette garde vigilante n'a pas empêché de nombreux habitants — notamment lorsque mi-août les premiers obus ont touché le quartier — de fuir Baongo vers le sud du Pool, où des parents pouvaient les accueillir, hébergeant chez eux, à leur tour, parents ou amis venus des quartiers nord. Si bien que Baongo demeure longtemps un quartier plein, actif, vivant, où commerces et bars-dancings fonctionnent toute la journée. L'un des éléments décisifs est l'autonomie financière du quartier depuis le déclenchement des hostilités : par un geste exceptionnel et inattendu, sans doute révélateur d'une stratégie d'alliance politique, le gouvernement a fait ouvrir des représentations bancaires à Baongo pour que les fonctionnaires puissent être payés (d'habitude, les Brazzavillois doivent pour cela se rendre au centre-ville). L'argent continue donc à circuler, et le commerce à tourner (à des prix de crise) dans les quartiers de Baongo, entre Baongo et le sud du Pool, et entre Baongo et Kinshasa⁵³.

La poste fonctionne, même en direction de l'étranger, les agences de compagnies aériennes ont ouvert des succursales... bref, Baongo concentre ce qui reste des fonctions centrales de Brazzaville. Cependant, au milieu du mois d'août, alors que la solution négociée au conflit paraît de plus en plus incertaine, les quartiers ouest de Brazzaville (Baongo, Makélékélé) sont à leur tour la cible de bombardements — en forme

53. Sources : dépêches de presse, recueil de témoignages directs ou transmis par Abel Kouvouama.

d'avertissement — venant de Kinsahasa et d'autres venant du centre-ville. Il s'agit pour P. Lissouba, désormais fort du soutien de Kinshasa, en affirmant sa souveraineté sur ce « refuge » encombrant, de briser le charisme de B. Kolelas. En provoquant une panique à Baongo, où ils rompent un équilibre fragile, ces bombardements amènent une nouvelle vague de réfugiés des quartiers sud à rejoindre la masse grandissante des Brazzavillois qui fuient vers les rives de Kinshasa, où des dizaines de pirogues bondées de passagers accostent sans interruption⁵⁴.

Une autonomie d'approvisionnement

En temps ordinaire, tout Brazzaville est alimenté par des importations maritimes qui transitent par le CFCO (qui n'atteint plus Brazzaville mais s'arrête dans le Pool, à la gare de Goma Tsé-Tsé), et par des importations en provenance du Congo-Kinshasa, qui transitent par les deux embarcadères fluviaux autorisés et contrôlés par les douanes : Yoro, dans le quartier Mpila (aujourd'hui sous contrôle cobra), Beach, au centre-ville, point d'arrivée du bac de Kinshasa (actuellement fermé). Seule une menue production maraîchère, surtout destinée à une clientèle d'expatriés et de Congolais aisés, est d'origine locale. Les zones de maraîchage, en majorité situées sur les berges du fleuve à hauteur du centre-ville et dans les quartiers nord et est, se trouvent au cœur des zones de bombardement.

Comme après la guerre de 1993, les marchandises du CFCO sont déchargées à Mindouli (une centaine de kilomètres à l'ouest de Brazzaville) et ensuite acheminées par transport routier *via* la nationale 1, ce qui renforce et la petite ville de Mindouli et l'entrée sud de Brazzaville.

Faute de recensement récent et d'enquête précise, on ne peut que signaler l'essor du marché de Mindouli depuis 1993. A la suite de la guerre interethnique opposant Kongos-Laris du Pool et Kongos de la Bouenza, il est devenu le point de rencontre entre femmes commerçantes de la Bouenza et du Pool pour la vente ou même l'échange de marchandises alimentaires dans les périodes de crise où l'argent se fait rare, et ce dans une période où Ninjas du Pool et de Brazzaville et Zulus « nibleks » se combattaient encore farouchement⁵⁵ !

Baongo a conservé, après la guerre de 1993-1994, les deux embarcadères mis en place par le MCDDI sous le contrôle des Ninjas et qui avaient permis l'approvisionnement du

54. Sources : La Voix du peuple (radio de Kinshasa), dépêches de presse, AFP/Reuter.

55. De la Bouenza proviennent tomates, pommes de terre, arachides et parfois de la viande de bœuf (abattoir de Mindouli) contre de l'argent et des « légumes » (feuilles de manioc, oseille, très consommées) du Pool.

quartier malgré la tentative de blocus de l'armée. Bernard Kolelas étant devenu maire de la capitale, ils ont continué à fonctionner, en toute illégalité, malgré les tentatives du gouvernement pour obtenir leur fermeture, alimentant en produits exemptés de droits de douane les nouvelles ramifications du marché de Baongo... et en taxes parallèles les caisses du MCDDI et des associations de sinistrés qui forment une partie de sa « clientèle ». Une bonne part du manioc, la quasi-totalité des produits manufacturés légers et la bière proviennent aujourd'hui à Baongo par cette filière. Au retour, vers Kinshasa, les pirogues transportent aujourd'hui des habitants de Brazzaville qui fuient les bombardements.

Le fonctionnement de ces embarcadères sommaires (escaliers et simples banquettes de terre taillés dans les rives du fleuve) est minutieusement organisé, contrôlé et taxé par la milice ninja depuis trois ans. Une partie des fonds ainsi collectés sert de rémunération aux piroguiers, porteurs et « agents de sécurité », le reste est collecté pour le parti et l'une des associations de sinistrés.

L'organisation du *beach* de la briquetterie : des sinistrés bien organisés

Le *beach* de la Main bleue, situé en contrebas d'un bar-dancing très populaire, est le plus célèbre. La clientèle du bar se raréfie depuis la présence armée constante des Ninjas qui filtrent les accès, sous la ferme direction de leur chef Adoula⁵⁶. Le *beach* de la briquetterie aménagé en juin 1994 pose quelques problèmes de voisinage car il est situé juste derrière la résidence de l'ambassadeur de France... On y accède sous la surveillance de Ninjas armés, en traversant l'enceinte d'un dispensaire, qui débouche sur la corniche et sur un escalier très raide taillé sommairement dans la terrasse jusqu'au fleuve où une quinzaine de pirogues sont prêtes à partir. Aux deux tiers de la pente, deux gargotes servent des boissons et des repas chauds⁵⁷.

Le « personnel » est composé des piroguiers, des porteurs et des agents de sécurité (autrement dit, les miliciens armés) : la plupart des piroguiers sont zaïrois ; exploitant le différentiel de change, ils se font payer en CFA, en francs, en dollars... En revanche, porteurs et agents de sécurité appartiennent à la milice ninja.

Avant la guerre (en décembre 1996), l'essentiel du trafic était composé de pagnes convoyés en « colis » de 125 pièces, de chaussures et objets de plastique importés d'Asie. Pour un colis de pagnes d'une valeur d'environ 7 000 FF, le tarif s'élevait à 100 F

56. Ancien agent de saisie informatique de l'Orstom à Brazzaville, reconverti dans la milice...

57. Enquête personnelle au *beach* briquetterie, décembre 1996, entretien avec Léonard, chef de poste, et Mazero, taxeur.

(10 000 FCFA) par voyage, dont la moitié pour deux porteurs et la moitié perçue par les « taxeurs » et enregistré par les « caissiers » du *beach*. Comme la plupart des actifs du secteur dit informel, les porteurs sont regroupés en associations avec un système de cotisation d'entraide.

Les « chargés de la sécurité » sont organisés en trois groupes de huit personnes, afin de surveiller les lieux en permanence. Ces trois groupes ont le même président, nommé « depuis la base », « depuis le quartier général » (c'est-à-dire depuis le siège du MCDDI). Tous ces « chargés de la sécurité » (sauf le chef de poste) sont de jeunes sinistrés, évacués de Mfilou au moment des troubles et qui, pour diverses raisons, d'âge notamment, n'ont pu être intégrés en formation dans l'armée ou la gendarmerie comme les autres miliciens.

Parmi eux, deux « taxeurs » ou « douaniers » (*sic*) ; tous deux sont des Ninjas élus à ce poste par leurs collègues porteurs et chargés de sécurité. Munis de cyclomoteurs, ils se relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre au bord du fleuve et dans les rues adjacentes où se tiennent de petits « magasins de gros » tout aussi illégaux, et tout aussi fermement organisés et contrôlés que le *beach*. Après avoir fait décharger, les commerçantes doivent encore payer au « douanier » une taxe de magasinage de 3 000 FCFA par mois plus 1 000 FCFA chaque mardi, soit 7 000 FCFA par femme. La rémunération des chargés de la sécurité et des taxeurs est liée à la recette du jour (un tiers de la recette) et agrémentée des éventuels « trafics » personnels. D'où leur motivation à sillonner le quartier à la recherche des commerçantes. Le reste (deux tiers) des taxes de portage va à l'association des sinistrés. « Nous sommes des sinistrés bien organisés », déclare Mazero... Les taxes de magasinage semblent directement versées au MCDDI.

Derrière le *beach*, l'un des « magasins » est installé dans l'enceinte de l'ancienne maison d'un sinistré nibolek. La maison, qui avait été pillée, n'a plus de toiture ni d'huisserie. Les commerçantes sont installées par terre sur la dalle. Des bâches tendues entre les murs protègent des intempéries. Les abords sont surveillés par des Ninjas armés qui se font constamment rabrouer par les commerçantes. L'ambiance affairée est celle de n'importe quel marché le matin au lever du jour : les colis de pagnes déballés disposés par « gros-siste ». Des vendeuses de tissu du marché Total viennent faire leur choix. Les principales acheteuses font convoier leur marchandise par des « pousseurs ». Dès 6 heures le matin, ces charrettes métalliques, à bras, sillonnent Baongo entre les deux *beaches* et le grand marché.

Depuis la nouvelle guerre civile, ce mouvement de marchandises entre Baongo et Kinshasa s'est diversifié pour l'approvisionnement vital du quartier, et s'accompagne maintenant d'un intense mouvement de passagers fuyant la capitale congolaise, pour lesquels un barème détaillé de tarifs — apparemment fixes — a été établi. La taxe prélevée au départ est de 2 500 FCFA (25 francs) par personne auxquels s'ajoutent 1 000 FCFA d'« assurance » (pour « échapper aux tirs » !) et 500 FCFA par bagage. En outre, les piro-

guiers jouent aussi (moyennant rémunération) le rôle de messagers entre les deux rives du fleuve, transmettant courrier informations, et même de l'argent.

La religion au service d'une identité urbaine

La dimension religieuse est une composante essentielle de l'identité de Bacongo, depuis l'époque coloniale, qui contribue aussi à expliquer la tendance du quartier à se fermer sur lui-même et à se considérer comme creuset de vérités et de valeurs (spirituelles ou politiques) à vocation universelle. Après la première guerre des milices, dans un contexte de compétition politique toujours tendue⁵⁸, l'ensemble Bacongo-Makélékélé affirme plus que jamais sa spécificité culturelle par le biais d'innovations religieuses qui contribuent à légitimer une sorte de « nationalisme kongo-lari » auquel certains jeunes sont très réceptifs, et notamment la majorité des Ninjas du *beach*.

Les fondements messianiques d'une culture fortement territorialisée

L'ensemble Bacongo-Makélékélé est depuis longtemps le foyer, à Brazzaville, d'une double sensibilité contestataire et messianique toujours très prégnante, enracinée dans l'identité kongo-lari⁵⁹.

De nombreux mouvements religieux prophétiques et messianiques nés au sud du Pool (kimbanguisme⁶⁰, et surtout matsouanisme⁶¹) ont comporté une forte dimension contestataire à la fin de la période coloniale, ont été réprimés et peuvent compter leurs martyrs et leurs lieux sacrés à proximité immédiate de la capitale.

Parmi eux, Matsoua, fondateur de l'Amicale des ressortissants de l'AEF, mort en 1942 dans une prison coloniale. Il est devenu, après sa mort et sans en avoir été le fondateur, l'objet d'un culte messianique fortement et presque exclusivement implanté à Bacongo.

58. Cf. DORIER-APPRILL, « Des quartiers pour territoires ? Guerre des milices, fragmentation urbaine et recompositions identitaires à Brazzaville », art. cité.

59. Qui s'est violemment manifestée lors de la « guerre des milices » de 1993-1994. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville », art. cité.

60. Simon Kimbangu, né en 1889, formé et baptisé au sein de la Baptist Mission Society du Congo belge, commence à prêcher, à guérir des malades et à susciter un mouvement populaire dans le sud du Pool à la suite d'une vision « prophétique » en 1921. Arrêté par l'administration belge, il meurt en déportation. Il ne fondera jamais lui-même d'Église, mais de nombreux groupuscules se réclamant du prophète noir se développent sur les deux rives du fleuve, surtout parmi les populations kongo. L'Église kimbanguiste est fondée dans la clandestinité par ses fils, persécutée puis légalisée au moment des indépendances et a aujourd'hui une envergure mondiale.

61. André Grenard Matsoua, fondateur en 1926 de l'Amicale des originaires de l'AEF. Cf. M. SINDA, *Le Messianisme congolais et ses incidences politiques*, Payot, Paris, 1972.

Au point que l'on peut observer une « quasi-fusion entre matsouanisme et "larité", entre identité ethnique et identité religieuse⁶² ».

L'existence d'un matsouanisme religieux est observée la première fois en octobre 1945 dans ce quartier de Brazzaville : « Deux personnes surprises en train de prier au bord de la Makélékélé⁶³ avec des bougies affirment avoir vu Matsoua, nouveau messie qui viendra libérer le Congo⁶⁴... »

Depuis 1945, le mouvement s'est scindé en plusieurs branches qui sont toutes implantées à Baongo, autour d'un gouvernement central. Les vieux matsouanistes « fondamentalistes » refusent tout lien avec la puissance publique postcoloniale, tout en continuant à exprimer un rejet violent de toute subordination au « Blanc ». Ils vivent dans une logique adventiste croyant au retour imminent de Matsoua qui viendra libérer le Congo de la domination étrangère. Lors des premières élections, une partie de la gageure pour les hommes politiques prétendant au *leadership* sur Brazzaville sera de capter les voix de ces matsouanistes qui prennent l'habitude de « voter pour les os », c'est-à-dire de déposer des bulletins (nuls) au nom de Matsoua !

Si, pour la plupart des Brazzavillois, Matsoua appartient seulement à l'histoire, cette histoire reste particulièrement vivante à Baongo, où beaucoup de toponymes font référence à des figures ou à des événements de l'amicalisme (à commencer, bien sûr, par une avenue Matsoua).

Recompositions identitaires et innovations religieuses posttraditionnelles

S'il ne reste qu'une petite communauté de vieux matsouanistes refusant tout lien avec la puissance publique, plusieurs dizaines de minuscules Églises indépendantes de type néo-traditionnel (que l'on désigne, dans le sud du Pool, sous le nom générique de *Boulamananga*) associant messianisme, traditions recomposées et ancestralités reconstruites ont été fondées, à Baongo même, par des jeunes gens du quartier. Leurs jeunes fondateurs sont le fer de lance d'une affirmation identitaire forte⁶⁵.

Ils fondent leur légitimité sur une initiation et sur les pouvoirs acquis lors de « visions », revendiquant l'inspiration du Saint-Esprit biblique, *via* Simon Kimbangu et des prophètes

62. Cf. Joseph TONDA, « Crise, aliénation et dynamiques identitaires : trois situations congolaises », communication au colloque *Identités et démocratie en Afrique et ailleurs*, P. YENGO (éd.), *op. cit.*

63. Petite rivière qui marque la limite de Baongo et de l'arrondissement Makélékélé, formant en fait un même ensemble urbain, ethnique et politique.

64. Cf. Abel KOUVOUAMA, *Messianisme et révolution au Congo*, thèse de troisième cycle d'anthropologie, Paris-V, 1979, p. 93.

65. Enquêtes et entretiens en collaboration avec Abel Kouvouama, 1996, Équipe « Citadins et religions » ; Orstom (GP Villes).

kongos qui lui auraient succédé. Matsoua est toujours vénéré comme figure tutélaire, associé à celle d'illustres « ancêtres » de l'histoire kongo et à quelques emprunts à des rites traditionnels, plus ou moins recomposés. L'ambiguïté avec les pouvoirs de la magie traditionnelle est délibérément entretenue.

Ces nombreuses petites Églises tiennent des discours violemment nationalistes, « anti-intellectuels », souvent « anti-Blancs », valorisant l'identité, voire la suprématie universelle kongo à travers le *Nzambi a Mpungu* (Dieu tout-puissant) de lointains et hypothétiques, cultes bantous. Toutes ces minuscules Églises de quartier se prétendent églises *Kongo dia ntotila* : littéralement « Congo de la terre des ancêtres ». Elles pratiquent donc en quelque sorte la réécriture d'une ancestralité de type héroïque autour de figures prophétiques ou historiques magnifiées : ces généalogies héroïques intègrent aussi bien la « prophétesse Tchimpa Vita », Simon Kimbangou que Matsoua, Fulbert Youlou... et il n'est pas sûr que certains de ces jeunes ne pensent aussi à Bernard Kolelas, maire de Brazzaville, qui périodiquement vient assister à leurs cultes. Cette dimension essentielle est parfaitement intégrée dans la pratique de tous les hommes politiques qui prétendent exercer un *leadership* à Bacongo ou dans les quartiers sud⁶⁶.

Participer aux rituels des Églises Boulamananga constitue pour ces jeunes une formidable occasion d'autonomie, puisque pas un adulte n'est impliqué. En même temps, la référence constante à ces figures illustres de l'histoire, du mythe kongo qui contourne l'ancestralité vivante et familiale du lignage, des aînés, permet à ces jeunes de produire de la légitimité, d'accepter de l'autorité hors du lignage dans un cadre de type ethnique.

Ces Églises néotraditionnelles revendiquent aussi un fort attachement aux lieux de leur implantation dans le sud du Pool et dans le quartier ; petits « ravins », c'est-à-dire vallons, corniche du fleuve, sources, ces lieux sont choisis pour des raisons sacrées, magiques ou mystérieuses. Cette capacité de sacralisation de l'espace urbain fondée sur le recours à des mythes fondateurs kongos anciens et contemporains peut aussi s'interpréter comme une entreprise délibérée de marquage territorial. Bien exploité par une organisation politique, ce genre de pratique peut fournir des activistes facilement convaincus de la légitimité du recours à la violence pour défendre leur vérité et leur territoire... De nombreux jeunes Ninjas, et en particulier, ceux du *beach*, appartiennent à ce type de groupe religieux. Ces Églises sont en pleine expansion⁶⁷.

66. Cf. M.E. GRUENAI, F. MOUANDA MBAMBI et J. TONDA, « Messies, fétiches et lutte de pouvoirs entre les “grands hommes” du Congo démocratique », *Cahiers d'études africaines*, vol. XXXV (1), n° 137, 1994, p. 163-194.

67. Cf. É. DORIER-APPRILL, « Les enjeux sociopolitiques du foisonnement religieux à Brazzaville », *Politique africaine*, n° 64, décembre 1996, et ouvrages à paraître avec A. KOUVOUAMA. Ces observations font l'objet d'une recherche en cours d'achèvement, en collaboration avec A. Kouvouama, dans le cadre de l'équipe « Citadins et religions », GP 41 de l'Orstom.

Les Églises d'origine missionnaire apparaissent, quant à elles, suspectes, sauf l'Église catholique, densément implantée depuis longtemps dans le Pool. Beaucoup des Églises Boulamananga empruntent d'ailleurs des éléments du rituel catholique, et nombre des fidèles d'Églises prophétiques kongos fréquentent aussi la paroisse catholique. Lors de la première guerre civile, la rumeur affirmait que le clergé catholique de Baongo priait pour les Ninjas... En tout cas, ces derniers vouaient à l'époque une méfiance et même une haine violente à l'égard de l'Église évangélique du Congo (Église protestante nationale), accusée de soutenir le parti nibolek. En août 1993, pendant trois jours, les Ninjas ont assiégé et mitraillé la présidence de l'Église évangélique du Congo, qui était située à proximité du quartier, presque face au siège du MCDDI. Menacé de mort à plusieurs reprises, molesté, le pasteur Mbama, actuel président de l'EEC, est parvenu à s'enfuir de Baongo. L'EEC n'a pu rétablir son siège à Baongo, et a dû s'installer à proximité du palais présidentiel, dans le quartier du Plateau. Le président Lissouba et ses principaux ministres iraient ostensiblement assister au culte dans cette paroisse...

La méfiance ne se limite pas à l'EEC. Toutes les Églises dites de « réveil » (mouvance pentecôtiste) paraissent suspectes aux yeux de la mairie de Baongo, qui s'attache particulièrement à canaliser et à restreindre toute vie religieuse *exogène*, par le biais de recensements et de tentatives de regroupements, créant un Bureau de coordination chargé de la gestion des Églises de réveil de Baongo (BCERB). Rien de tel n'a été entrepris pour les Églises néotraditionnelles !

Cette construction identitaire multiforme, fondée sur des arguments historiques, spatiaux, religieux actualisés, refabriqués, bricolés..., explique l'étonnante capacité d'adaptation, de cohésion et de résistance de Baongo, toutes générations plus ou moins confondues, quelle que soit la gravité des crises.

Cette forte identité comporte aussi une énorme part de manipulation politique qui est tout sauf naïve.

Après la guerre interquartiers de 1993-1994, la polémique sur la culpabilité ou le martyre de Baongo a longtemps alimenté les conversations politiques ! L'image de Baongo devient aussi un enjeu politique en ce qu'elle est construite symétriquement par une société urbaine fortement territorialisée, des leaders politiques qui aspirent à jouer un rôle national (actuellement Bernard Kolelas et son parti, le MCDDI) et leurs adversaires politiques qui la brandissent comme repoussoir. Enfermer le MCDDI dans les limites de Baongo, d'une identité du territoire et du repli, n'est-ce pas la meilleure arme politique ?

Ce jeu autour de l'identité constitue donc à certains moments une force de provocation et de résistance, mais aussi une limite.

La neutralité actuelle de Bacongo s'explique parce que, à travers le quartier, un parti et ses dirigeants en tirent une plus-value symbolique et négociable inespérée :

- symbolique, dans son statut affiché de force de médiation et de zone refuge ;
- négociable, en ce qu'il accueille, concentre et centralise toutes les fonctions normalement situées en centre-ville et qui, transférées dans ce quartier, en font le cœur de la capitale vivante et active au sein d'une ville éclatée où le pouvoir et les attributions de l'État sont en déliquescence.

L'acquisition et le renforcement de cette capacité de médiation ainsi que la naissance d'un pôle de commandement politique et économique conjugué avec le pillage et la dévaluation symbolique du centre-ville sont une nouvelle donne qui pourrait peser sur l'évolution du conflit et la sortie de la crise.

La guerre de cet été 1997 a pour effet politique immédiat le report *sine die* des élections présidentielles que l'actuel président, élu en 1992, redoutait de perdre. Report aggravé par la probable destruction des données du recensement électoral réalisé l'année dernière (qui était contesté par l'opposition).

Après trois années d'accalmie, Brazzaville est donc à nouveau coupée en trois par une nouvelle guerre urbaine dont les commanditaires sont *deux des principaux candidats aux élections présidentielles*, qui étaient initialement prévues pour juillet. Ces combats opposant des commandos de milices partisans associés aux deux factions d'une armée déchirée signent à l'évidence le refus d'un jeu démocratique à peine amorcé par la vieille classe politique qui a réussi à conserver le pouvoir au Congo après la Conférence nationale. Pascal Lissouba était déjà Premier ministre d'un gouvernement « moderne et scientifique » en 1964 ; Bernard Kolelas incarne la figure charismatique de l'« opposant sudiste » depuis plus de trente ans ; quant à Denis Sassou Nguesso, il était à la tête du pays de 1979 à 1991 !

Le jeu triangulaire des principaux partis prétendant au pouvoir au Congo se réduit donc une fois de plus à une géopolitique interne et mouvante des conflits armés entre quartiers, dont les habitants sont les victimes, et qui entraîne une fragmentation intégrale de la ville en zones d'influences.

La compétition politique reste une compétition territoriale : les rivalités pour le pouvoir s'inscrivent spatialement par une fragmentation de la ville en quartiers devenus enjeux et territoires des milices, avec pour principaux acteurs de terrain et comme « bras armé » des jeunes sans emploi, frappés par la débâcle économique du pays, des jeunes pourtant nés dans la capitale et socialisés dans ses quartiers !

Le redoublement actuel de la guerre de 1993 et des émeutes de 1959 doit-il être inter-

prété comme un phénomène de maturation de la vie politique locale ou au contraire comme un processus en cours de dégradation dont le pire est à venir ?

Dans l'espace brazzavillois, la nouvelle géographie des conflits de 1997 — combats (ligne de front entre les quartiers est-nord-est et le centre-ville), refuges des hommes politiques (membres du gouvernement réfugiés à Bacongo), flux de réfugiés (migrations de populations kongos des quartiers nord vers Bacongo) — matérialise le glissement actuel des alliances et des antagonismes politiques vers l'inquiétant schéma d'un clivage Nord-Sud, et n'annonce guère de renouvellement des méthodes politiques !

Cependant, l'effondrement des institutions d'État et la fragmentation de plus en plus forte de la capitale en quartiers-territoires ethniques, qui systématise les scénarios des crises précédentes, ne résultent ni d'un hasard, ni d'une maladresse de vieux politiciens usés, ni d'une fatalité. Elle s'appuie au contraire sur la grande efficacité, à court terme, d'une tactique éprouvée dans tous les pays voisins : la construction d'un argumentaire ethnique, élaboré sur un substrat historique et sur un urbanisme de clivage territorial, lorsqu'il est exploité avec succès, permet de mobiliser massivement les jeunes comme bras armés des partis.

En arrière-plan des notables politiques, les véritables maîtres d'œuvre de cette construction d'antagonismes collectifs, qui sapent les bases mêmes d'un débat politique, débouchant sur des logiques d'affrontement au lieu de se traduire par des mécanismes de représentation politique, sont les nouveaux maîtres du jeu politique congolais : une classe de nouveaux dirigeants politiques formés au marketing ou à la communication dans les pays partenaires du Congo. Néanmoins, quel que soit l'état de sa capitale, le Congo reste un pays riche, fort de son avenir pétrolier.

La coupure s'accroît entre Pointe-Noire, capitale économique dont l'avenir est tracé pour trente ans par l'exploitation du pétrole *offshore*, où les investisseurs étrangers sont toujours présents ainsi que les populations expatriées, où le courrier, le téléphone, les liaisons aériennes fonctionnent, et Brazzaville, microcosme de la vie politique congolaise, scène défoncée des luttes pour le pouvoir et la richesse.

Cet article a été achevé le 15 août 1997, écrit en partie « à chaud » et actualisé de manière très précise jusqu'à cette date, grâce à une collecte de témoignages et d'informations électroniques en temps réel. Cependant, sa dimension événementielle peut avoir été dépassée au moment de sa publication. Il n'aurait pu être réalisé sans la collaboration étroite de Christophe Apprill (cartes et relectures) et d'Abel Kouvouama, professeur à l'université Marien-Ngouabi (informations inédites).

Paris, le 30 août 1997.

Internet géopolitise le monde

Frédéric Douzet

Alors que le gouvernement de Lionel Jospin s'apprête à faire du développement de l'Internet une priorité nationale, afin que la France soit en bonne position pour livrer la « bataille de l'intelligence ¹ », des voix rassurantes s'élèvent un peu partout pour assurer les nations rivales de leur insignifiance dans la nouvelle ère du virtuel et du global. *Le Monde diplomatique* y consacre une pleine page ². Fini les rivalités entre groupes, entre populations, entre États-nations, entre villes, fini les luttes de pouvoir, les guerres et les batailles ! « Après l'importance politique extrême de la géophysique du globe sur l'histoire des sociétés qui étaient moins séparées par leurs frontières nationales que par les délais et les distances de la communication d'un point à un autre, vient de se révéler, depuis peu, l'importance transpolitique de cette sorte de métagéophysique que représente pour nous l'interactivité quasi cybernétique du monde contemporain. » Qu'on se le dise, « la mondialisation annonce la fin de la géographie, la fin de l'espace d'une petite planète en suspension dans l'éther électronique de nos modernes moyens de télécommunications ³ ».

Le problème reste que l'éther est aussi volatil qu'inflammable, ce qui est certes un grand avantage comme carburant pour théories fumeuses. La tarte à la crème est un concept tout aussi utile pour définir la mondialisation comme élément principal d'interprétation des évolutions de la société actuelle. Il faut dire que la période est riche en incertitudes à l'heure où les progrès technologiques les plus invraisemblables défient l'imagination de sociologues aux prises par ailleurs avec des logiques d'exclusion qui ne laissent de ques-

1. *Le Figaro*, 26 août 1997.

2. *Le Monde diplomatique*, août 1997.

3. Paul VIRILIO, « Un monde surexposé. Fin de l'histoire ou fin de la géographie ? », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

tionner le modèle de société à venir. Largement flou et polysémique, le terme très à la mode de « mondialisation » répond ainsi aux questions soulevées par le développement des communications à l'échelle mondiale, la fin de la guerre froide, la transition vers une économie mondiale de type postindustrielle, la croissance des flux financiers transnationaux et l'émergence d'une connectivité supranationale à l'échelle planétaire à l'âge de l'information.

Voici donc l'avènement d'un monde global dont le symbole suprême serait l'Internet, toile d'araignée mondiale qui abolirait le temps, l'espace et les frontières dans la relation entre les hommes, hors de toute contrainte physique. Territoire virtuel échappant aux lois terrestres, il posséderait sa propre culture, ses propres valeurs, une langue principale et des communautés regroupées en dépit de toute logique géographique. Ce réseau tentaculaire de câbles et d'ordinateurs donnerait ainsi naissance au rêve formulé il y a trente ans par Marshall McLuhan d'un « village global ».

L'idée est séduisante au point d'être surexploitée par les hommes politiques. Bill Clinton et son vice-président, Al Gore, se gargarisent de l'expression pour justifier leur politique de développement des réseaux, qui prend parfois des allures d'impérialisme culturel. La stratégie est plus claire encore dans le milieu commercial, où l'objectif économique est avéré : vendre. Bill Gates, P-DG de Microsoft, affiche sans complexe pour ambition la conquête de la planète par ses produits de communication, alors qu'IBM présente sa technologie liée à l'Internet comme une « solution pour une petite planète ». Les cybernautes eux-mêmes, dans un souci de défense de leur propre « territoire », qu'ils nomment *cyberespace*, avancent ce concept de village global, modèle de société en gestation sur le Net et dont ils souhaiteraient voir le monde réel s'inspirer.

Nous serions donc à l'aube d'une société nouvelle, où l'intégration des systèmes de communication et d'information à un niveau mondial anéantirait les particularismes locaux en les fondant dans une *cyberculture* imprégnée de transparence, de participation et de démocratie. Elle sortirait les peuples asservis et démunis du joug de l'ignorance, de la dépendance économique et de l'emprise des régimes autoritaires. Comme d'autres ont cru au moment de la chute du mur de Berlin à la « fin de l'histoire », certains prédisent aujourd'hui la fin de la géopolitique.

Il est certes indéniable que la mondialisation des échanges aura un impact sérieux sur les cultures, les identités locales et les pouvoirs politiques et économiques. Mais suffit-il de boire du Coca-Cola pour devenir américain ? Peut-on considérer que l'émission et la réception d'information, les échanges entre personnes suffisent à unifier une culture, des points de vue, des intérêts divergents, des représentations contradictoires ? Peut-on parler de globalisation alors qu'une partie du monde est exclue du processus ? Peut-on envisager des instances de régulations déconnectées de tout territoire ? L'histoire même de l'Internet est pleine de contre-exemples qui permettent d'affirmer que, loin de signer l'avènement

d'une société globale, son développement risque plutôt de présider à l'éclatement et à la complication de conflits géopolitiques dans le monde.

Le réseau lui-même est l'enjeu de nombreux conflits géopolitiques qui donnent lieu à des stratégies de domination de la part des nations aux intérêts divergents, qui cherchent à en contrôler le contenu, le fonctionnement et le développement économique. Il est une arme hautement stratégique pour la sécurité des nations à l'âge de la cryptographie, de la guerre technologique et de l'intelligence économique. Il est enfin et surtout un instrument extrêmement puissant dans les rivalités de pouvoir entre groupes, minorités, forces politiques, religieuses, économiques, au niveau local comme au niveau mondial.

Quel village global ?

Contrairement à ce qu'IBM cherche à nous faire croire, à grand renfort d'images d'enfants à la peau foncée, aux vêtements colorés ou aux yeux bridés pianotant sur des portables, la planète est encore loin d'être entièrement câblée. Lors d'une conférence du G7, en 1995, Thabo Mbeki, alors vice-président de l'Afrique du Sud, ramenait sur terre les champions du cyberspace : « Plus de la moitié du genre humain n'a jamais composé un numéro de téléphone. Il y a plus de lignes téléphoniques à Manhattan que dans toute l'Afrique subsaharienne⁴. » Il n'y a en Afghanistan que 0,15 % de la population abonnée au téléphone, contre 70 % en Suède. Et les quatre cinquièmes de la population mondiale ne disposent pas des moyens de communication de base.

Un rapport de la Banque mondiale en 1996 s'inquiétait du fait que les pays d'Afrique subsaharienne ne soient pas reliés du tout à Internet. La carte de la connectivité mondiale révèle de ce point de vue des exclusions troublantes. Le réseau est quasi absent de 68 des 150 pays de plus d'un million d'habitants. Les 42 millions d'habitants du Zaïre comme les 30 millions d'habitants du Soudan ne possèdent aucun accès à Internet. La Finlande, en revanche, compte 208 000 serveurs pour seulement 5 millions d'habitants. En moins de quinze ans, le nombre de machines connectées à Internet est passé de quelques centaines à près de dix millions. La croissance est aujourd'hui estimée à 15 % par mois. Ces machines sont essentiellement concentrées en Amérique du Nord et en Europe, notamment en Suède, en Finlande et aux Pays-Bas.

La cyberculture semble dès lors bien peu universelle, d'autant que l'exclusion ne se résume pas à une dichotomie Nord-Sud. La population naviguant sur le Net, malgré une diversité de façade, reste relativement homogène. En 1995, le journal *New Scientist*

4. Michel ÉLIE, « Internet et développement. Un accès à l'information plus équitable ? », *Futuribles*, n° 214, novembre 1996.

estimait la population rurale du Net à environ 4 %. Bangkok détient 68 % des lignes téléphoniques pour toute la Thaïlande. Au sein même des pays développés, les élites masculines, blanches, aisées et éduquées sont surreprésentées. L'utilisateur moyen a 33 ans et gagne environ 59 000 dollars par an. Aux États-Unis, les Blancs représentent 88,6 % des utilisateurs contre 1,3 % de Noirs, alors que les Noirs représentent 12 % de la population. Le quart d'entre eux gagne plus de 80 000 dollars par an. La proportion d'analphabètes recensés dans les pays en voie de développement en dit long sur l'égalité des hommes devant la technologie. D'autant que les conditions matérielles sont tout aussi déséquilibrées. La nature des réseaux, la proximité des serveurs et la qualité des connections font qu'il faut parfois à un utilisateur africain des dizaines de minutes au tarif fort pour charger des documents accessibles en quelques secondes pour un Canadien au prix d'une communication locale. Il faut un mois de salaire à un smicard français pour s'offrir l'équipement de base nécessaire à la navigation sur Internet, sachant que les coûts de fonctionnement seront relativement peu élevés du fait du nombre important de serveurs et de la politique de France Telecom offrant l'accès à prix unique en tout point du territoire. Il faut en revanche quelques années de salaire dans un pays en voie de développement pour se payer l'équivalent.

L'état des lignes téléphoniques, le niveau de vie des populations, la faiblesse de l'industrie technologique dans les pays les plus pauvres pérennisent leur situation sur l'échiquier économique et politique mondial. Le développement des technologies sans fil et le maillage de la planète par le biais de satellites pourraient laisser espérer un rattrapage rapide de ce retard technologique pour les pays les moins équipés. Mais la technologie sans fil est avant tout développée pour satisfaire les besoins d'une élite commerciale fortunée. La sophistication l'emporte sur la recherche d'un produit au moindre coût et nécessite des équipements lourds largement inaccessibles aux pays les plus pauvres.

La promotion de la technologie dans les pays sous-équipés reste à la merci de décisions obéissant avant tout à des logiques marchandes ou à des volontés politiques. Les États-Unis, principal moteur de développement de l'Internet sur le plan aussi bien financier que technologique, privilégient les pays dont ils sont proches dans les domaines linguistique, culturel et surtout économique. Ainsi s'explique la croissance phénoménale de certains pays jusque-là peu équipés et dont le niveau de développement économique est inférieur à celui des pays⁵ d'Amérique du Nord ou d'Europe occidentale. Le Brésil a connu une croissance du réseau supérieure à 100 % entre janvier et juillet 1996. La Chine a pendant la même période multiplié son nombre de serveurs par cinq. Or ces deux pays sont considérés comme les grands marchés de demain. Les pays misent sur l'ouverture de leur économie et investissent, et les développeurs misent sur les clients futurs. La Chine devrait

5. *Ibid.*

représenter le deuxième plus grand marché d'ordinateurs personnels au tournant du siècle, ce qui ne manque pas d'aiguiser quelques appétits. L'Afrique, en revanche, continue à se marginaliser et son développement économique reste largement tributaire d'une hypothétique volonté politique des pays riches et des organisations internationales à le subventionner.

Il faut dire que les enjeux financiers sont majeurs. En 1995, Internet a généré un chiffre d'affaires de 1,8 milliard de dollars en simple frais de connexion au réseau, sans compter la publicité et les nombreux services commerciaux qui ont envahi le Web. La revue culte du cyberspace, *Wired*, annonçait ainsi la fin du réseau tel que nous le connaissons, où l'interactivité et la recherche d'information, qualifiées de *pull*, seraient sacrifiées sur l'autel du commerce par les annonceurs diffusant un flot continu d'informations vers le consommateur, le système *push*. Le commerce gagne du terrain. Ainsi s'explique l'immense intérêt que portent les entreprises comme les gouvernements au développement des infrastructures technologiques, des produits de consommation informatiques et des services à travers le monde, toujours à la conquête de nouveaux marchés.

Certains perçoivent aussi dans la politique agressive des États-Unis en matière de développement du réseau une forme moderne d'impérialisme culturel, tentant d'imposer leurs valeurs et leur conception du monde à travers l'industrie de la communication et du loisir. L'omnipotence de la langue anglaise sur le réseau a de quoi inquiéter les férus défenseurs de la francophonie ou des identités particulières.

A défaut d'avoir inventé le BigMac sauce démocratie, les États-Unis se rabattraient donc sur les communications pour accomplir leur mission de civilisation, ou de standardisation du monde. C'est pourtant l'inverse qui semble se produire. Les grands événements mondiaux médiatisés comme les jeux Olympiques stimulent plus les chauvinismes locaux que les valeurs universelles. « Depuis qu'a débuté l'histoire des échanges du monde, les modèles culturels et institutionnels véhiculés par les puissances hégémoniques ont rencontré des peuples et des cultures qui ont résisté à l'annexion, ont été contaminés, se sont mimétisés ou ont disparu. Dans ces creusets culturels sont nés les syncrétismes⁶. » La globalisation n'engendre pas d'anéantissement mais une recomposition des identités sociales et culturelles dans des sociétés qui reçoivent, perçoivent et s'adaptent différemment aux réseaux mondiaux.

Les Latino-Américains sont peut-être forcés d'apprendre l'anglais, mais ils retrouvent un espace libre de toute contrainte géographique ou politique pour se regrouper autour d'une identité commune, de centres d'intérêt communs, et s'exprimer si bon leur semble dans leur langue maternelle, quoi que puisse en dire le gouvernement, dont l'action se limite strictement au domaine public. En ce sens, Internet est un fantastique outil de mobi-

6. Armand MATTELARD, *La Mondialisation de la communication*, PUF, Paris, 1996, p. 107.

lisation pour les minorités à travers le monde. Il est un espace d'expression, d'échange d'informations et de représentations à un coût très nettement inférieur à celui des médias traditionnels, à une diffusion sans restriction éminemment plus large et ciblée, au degré de censure très faible, et dont le cas échéant la confidentialité peut être assurée par le biais de la cryptographie. Il confère dès lors une puissance extraordinaire aux groupes par ailleurs assujettis, qui peuvent y trouver la force de résister aux puissances hégémoniques en préservant leur identité culturelle, en s'ouvrant sur le monde, et qui se trouvent ainsi à la tête d'un instrument d'information, de réflexion, de mobilisation et d'organisation susceptible de les aider à contrer, voire à renverser une dictature. Un régime autoritaire peut-il survivre à la libre circulation de l'information ? La Serbie a expérimenté la question, sous le regard attentif de la Chine, concernée au premier chef.

Deux logiques s'affrontent ici. Celle de gouvernements ou de forces démocratiques qui conçoivent l'information comme une force offensive et qui se servent des réseaux pour faire entendre leur voix, diffuser leurs représentations de manière intelligente et efficace. Et celle de gouvernements qui la perçoivent comme une menace et cherchent à réguler le contenu de l'Internet, la circulation de l'information, dans une lutte désespérée contre un ennemi insaisissable.

Serbie : la « révolution Internet »

Au registre du pot de terre contre le pot de fer, le mouvement des étudiants serbes fait cas d'école. C'est sans doute le premier conflit où l'Internet joue un rôle aussi important dans un soulèvement populaire contre une dictature. Après avoir tenté par deux fois de se soulever contre le régime en place, en 1991, à l'approche de la guerre, et 1992, lors des sanctions des Nations unies — tentatives écrasées par une violente répression policière —, les étudiants serbes ont à nouveau défié le régime de Milosevic en novembre 1996. La stratégie s'est cette fois révélée complètement différente, et beaucoup plus efficace.

« La nuit du 17 novembre 1996, quelques heures après que Milosevic a annoncé l'annulation des élections, des messages apparurent dans les forums politiques de Sezam Pro⁷ appelant à des manifestations de masse. Pour beaucoup de personnes en ligne, ce fut la première annonce de la décision de Milosevic. Plusieurs étudiants des départements de génie électrique et de mathématique prirent l'initiative de la diffusion d'informations sur Sezam Pro et de l'organisation de la première protestation, qui rassembla 20 000 personnes

7. Réseau serbe relié au réseau Internet, doté de 3 000 utilisateurs et de 22 lignes de connexion, né en 1990.

dans les rues deux jours après l'annonce de Milosevic. Mais leur première initiative fut de mettre en place un site Web⁸. »

La coalition d'opposition Ensemble avait remporté les élections et aurait dû obtenir le pouvoir dans quatorze villes importantes dont Belgrade. Milosevic reçut des menaces de sanction de la part de la communauté internationale lorsqu'il décida de l'annulation des élections. La pression a été largement entretenue par le mouvement des étudiants. Rapidement, l'Internet est devenu un mode d'information pour les étudiants des différentes villes de Serbie, à même de se tenir au courant de l'évolution des événements et de coordonner leurs actions. Il fut aussi et surtout le moyen d'obtenir l'attention internationale, une différence majeure d'avec les précédents soulèvements.

La médiatisation des causes n'est certes pas un instrument nouveau dans les luttes politiques. Mais l'accès aux médias traditionnels reste hypothétique et éphémère, et souvent soumise au contrôle des pouvoirs autoritaires. Internet offre en revanche un accès permanent bien plus puissant et non soumis à la volonté d'une autorité politique ou professionnelle. Sans le soutien extérieur offert par l'Internet, les étudiants étaient impuissants face au régime.

« En 1991, nous n'étions pas préparés, explique Miroslav Radosavljevic, *hacker* connu sur le réseau Sezam Pro sous le nom d'Oldtimer. Nous pensions être plus forts que nous n'étions, et nous sommes allés trop loin, trop vite. Maintenant, nous avons le Net, et cela fait une différence. Nous obtenons plus de reportages de l'étranger grâce au Net, qui gêne Milosevic. C'est pourquoi nous l'appelons la révolution Internet. Elle a conduit à un réel soutien des gens extérieurs⁹. »

Lorsque, début décembre, Milosevic muselle la seule radio indépendante du gouvernement, Radio B92, coupable d'avoir fait écho du mécontentement grandissant de la population, celle-ci continue de diffuser ses émissions par Internet. L'opération permit à la BBC et à Voice of America de les récupérer et de les rediffuser à leur tour par ondes courtes, les rendant à nouveau accessibles aux Serbes et, par la même opération, au reste de la planète. Deux jours plus tard, Radio B92 était à nouveau autorisée à émettre. Elle continue à diffuser des reportages en anglais en *real audio* par Internet, et permet de se brancher sur son antenne *live*. Elle offre aussi des documentaires audio et des commentaires d'actualité, tout comme les autres médias locaux.

Les étudiants se sont par la suite servis du réseau pour tenir au courant la communauté internationale de la situation locale, pour lancer des appels à pétition, pour fournir des récits, des documents, des éléments permettant aux médias de suivre de près la situation. Les lettres de soutien reçues par *e-mail* ont apporté un atout moral non négligeable. Lues

8. David S. BENNAHUM, « The Internet Revolution », *Wired*, 5.04, avril 1997.

9. *Ibid.*, p. 168.

sur la place publique, lors des manifestations, elles témoignaient du soutien international. Le réseau a aussi permis d'organiser une levée de fonds pour le mouvement. Le site officiel du mouvement de protestation offre des informations quotidiennes sur les événements, des photos de manifestations, des retranscriptions d'entretiens, d'émissions de radio, le journal des étudiants, des lettres de soutien, des listes de pétitionnaires, des fichiers à charger, des liens vers d'autres sources d'information... D'autres ont suivi, parmi lesquels des instances internationales de défense de la démocratie. La « jeunesse démocratique serbe en diaspora » s'est organisée pour soutenir le mouvement. Et celle-ci est loin d'être négligeable. L'annuaire électronique des Yougoslaves sur Internet répertorie plus de 1,5 million d'adresses personnelles et 200 000 adresses professionnelles à travers le monde.

L'impact de l'Internet dans le conflit serbe peut dès lors se comparer à celui de la télévision au Viêt-nam. Et pourtant, la télévision pénétrait la majorité des foyers américains alors que l'Internet reste très confidentiel en Serbie, à peine 10 000 utilisateurs contre quelques millions de téléspectateurs. Mais c'est avec ce genre de raisonnement comptable erroné que le régime serbe a perdu la bataille avec les étudiants. Le taux d'analphabètes n'a jamais empêché l'impact des écrits dans les révolutions. La présence de l'Internet a renforcé les leaders dans leur poids politique, dans leurs appuis extérieurs et dans leur puissance d'organisation. Elle a aussi instillé le doute dans la population quant à la toute-puissance et à la stabilité du régime.

On peut alors se demander pourquoi Milosevic, qui contrôle par ailleurs les médias au point de pousser son propre ministre de l'Information à démissionner en signe de protestation contre la censure, n'a pas cherché à stopper l'Internet. Mais les relais extérieurs alliés à la technologie peuvent avoir raison de la plus sévère dictature. Dès l'installation du site officiel étudiant Protest 96, des serveurs américains et européens ont pris le relais, en installant des sites « miroirs », reflets du site étudiant, répercutant l'information en divers points de la planète. Le site a ainsi gagné en puissance, en rapidité et en accessibilité. Il a aussi surtout gagné en sécurité. Grâce aux sites miroirs, Milosevic a ainsi perdu tout moyen d'intervention. S'il ferme le site serbe de l'université, les sites miroirs continuent d'exister de manière autonome puisqu'ils possèdent une copie de toutes les informations du site. Il suffit d'un ordinateur et d'un simple modem à n'importe qui pour se connecter à distance sur l'un des sites miroirs étrangers et réactualiser l'information depuis la Serbie. Le seul moyen qu'aurait le régime d'arrêter l'hémorragie d'informations serait alors de couper toutes les lignes téléphoniques serbes. Les opérations d'intimidation menées par la police dans les salles des ordinateurs de l'université n'ont d'ailleurs pas eu de suite.

Le mouvement de protestation dont les étudiants étaient le fer de lance a ainsi fait céder le pouvoir sur la question des élections, forçant un régime autoritaire à reconnaître et à respecter un processus démocratique. Le combat semble désormais s'être porté sur la liberté des médias, avec la toute nouvelle loi de télécommunications en cours d'élaboration, qui

sous des dehors démocratiques masque mal l'intention du régime de garder un contrôle ferme sur l'information. La guerre est ouverte et les différents stades du projet de loi sont régulièrement traduits et postés sur Internet par les médias traditionnels, soumis à la critique et aux débats démocratiques. L'Internet est devenu un outil de pression démocratique prépondérant en Serbie, et ce malgré le faible nombre de personnes connectées. La leçon est à retenir...

« Les implications sont incroyablement importantes pour le futur et les événements en Serbie sont suivis de près par les gouvernements du monde entier — particulièrement le gouvernement chinois, qui est inquiet du rôle qu'un Internet étendu pourrait jouer dans ce pays ¹⁰. »

Chine : l'information en liberté surveillée

La Chine illustre parfaitement la tension contradictoire qui existe entre la nécessité d'ouverture à l'information dans la perspective du développement et de l'intégration dans un système économique moderne et mondial et la volonté de préserver un régime autoritaire. Au fil des mois, on sent s'étioler la prise du régime sur l'information et les échanges, dans un pays qui semble inexorablement voué à s'ouvrir sur l'extérieur. Le maintien d'un régime autoritaire — s'il est possible dans de telles conditions — devra sans doute s'appuyer sur d'autres méthodes, d'autres ressources que le contrôle de l'information. Les évolutions en cours représentent en effet un véritable défi à l'imagination des dictateurs. La Chine est cependant jusqu'ici parvenue à installer une forme d'économie de marché dans un État marxiste-léniniste, ce qui pouvait aussi sembler inconcevable. Reste que cette ouverture de l'économie liée à un développement de l'information risque de donner de mauvaises habitudes de liberté d'expression et de mouvement à toute une nouvelle classe de Chinois.

Or le gouvernement chinois cherche à tout prix à empêcher les contacts entre les activistes démocrates des pays occidentaux et les dissidents chinois, qui en 1989 avaient organisé les manifestations place Tien An Men. Ceux qui ne sont pas en prison sont étroitement surveillés. L'arrivée d'Internet, en 1994, a entraîné une vigilance accrue. Le gouvernement a concentré ses efforts sur l'accès à l'information plus encore que sur sa diffusion, par ailleurs déjà étroitement contrôlée par une pression active et une surveillance sans relâche des intellectuels. L'apparition des antennes paraboliques révéla l'attitude et les difficultés du gouvernement à l'égard des communications extérieures. Malgré leur interdiction, les antennes ont fleuri dans le pays, ouvrant la télévision locale sur le monde.

10. *Ibid.*, p. 124.

Il y avait, en juin 1995, environ 5 000 personnes connectées, époque à laquelle le régime pouvait encore contrôler la plupart de ce qui entrait et sortait du pays, y compris par le biais des réseaux. Le petit nombre d'utilisateurs permettait une surveillance quasi totale des échanges à partir du nœud de connexion. Puis le nombre d'utilisateurs s'est multiplié, de même que le nombre de fournisseurs d'accès et de sites accessibles. Parallèlement, Internet a connu une croissance internationale phénoménale avec un nombre de sites et de machines décuplé. La voix de la Chine, par le site de la très officielle agence de presse Xinhua, était de plus en plus noyée dans la masse. Jusqu'à ce que le gouvernement débranche tout !

Après quinze jours de navigation sur le Net, Ding Guangen, responsable de la propagande du Parti communiste, a ordonné la restructuration du réseau. Il a temporairement interdit l'ouverture de nouveaux comptes dans la capitale et a exigé des mesures effectives pour un « bon usage de l'Internet ». Il a contraint la déconnexion de tous les réseaux, les obligeant à se reconnecter par le biais de lignes internationales fournies exclusivement par le ministère des Postes et Télécommunications, s'assurant ainsi une possibilité à la fois de supervision et de filtrage de l'information. Tous les réseaux souhaitant se connecter à des réseaux extérieurs devaient le faire par ces lignes. Le réseau est depuis géré par un *panel* regroupant les ministères des Télécommunications et de l'Industrie électronique, une commission d'État à l'éducation et l'Académie des sciences chinoise.

Le principe de l'Internet était cependant accepté et le nombre d'utilisateurs toujours croissant. Alors qu'il atteignait les 40 000, en février 1996, le gouvernement, tout en admettant l'utilité de « l'Internet pour la diffusion de l'information et la croissance économique », resserrait la bride. Le Premier ministre Li Peng ordonna que, dans les trente jours, tous les utilisateurs d'Internet aillent se faire référencer auprès de la police, afin d'éviter la « prolifération du crime » par le biais des réseaux. Il faut dire que le domaine criminel est étendu puisqu'il est interdit, sous peine de sanctions, de « produire, télécharger, dupliquer et diffuser de l'information susceptible de troubler l'ordre public, ainsi que des données obscènes ou pornographiques ».

Afin de s'assurer du respect de cette loi, la Chine a dépêché l'été dernier un envoyé spécial à Singapour, Zeng Jianhui, afin de s'enquérir des méthodes du pays, modèle du genre en matière de censure de l'information dans une économie moderne et ouverte. En septembre 1996, la Chine coupe l'accès, par un système de filtrage, à plus de cent sites Web, « soupçonnés de véhiculer une pollution spirituelle ». Conscient de la nécessité d'un minimum d'information, le gouvernement demande à l'agence Xinhua de relayer l'information économique, comme *Dow Jones & Co.* Les médias américains ayant heurté la sensibilité du régime se sont vu bannis. Ainsi, le *Wall Street Journal*, CNN ou le *Washington Post* devinrent inaccessibles aux Chinois. La censure s'est ensuite un peu relâchée, mais lorsqu'en mars 1997 le *Washington Post* a fait état des projets de Pékin de financer le parti

démocrate américain, les mesures de rétorsion sur Internet furent immédiates. Parmi les sites interdits en septembre figuraient également des sites en chinois commentant la situation taiwanaise, des sites financés par des journaux de Hong Kong, des sites étrangers dissidents, notamment ceux diffusant des informations sur le Tibet, et les sites à connotation sexuelle, comme Playboy ou Penthouse.

On se demande cependant quelle est l'efficacité réelle — et la durée de vie — de telles mesures. Sur le plan strictement technique, Internet est fait de telle manière que les obstacles sont quasi toujours contournables. Qu'il s'agisse de se connecter directement par modem à un serveur étranger ou de se connecter de manière anonyme sur un forum de discussion interdit par le biais d'un autre serveur étranger autorisé, les moyens de gruger le système ne manquent pas. Il existe même des sites informant sur les procédures pour combattre la censure par la technologie. De plus, la centaine de sites interdits n'est rien face aux millions de sites Web disponibles sur le réseau. Le gouvernement chinois n'est pas en mesure de tout surveiller, de tout répertorier et de détecter tous les sites sensibles. D'autant que la rapidité de croissance atteint aussi la Chine, avec aujourd'hui plus de 50 000 utilisateurs, essentiellement des hommes d'affaires, des diplomates, des chercheurs, des étudiants et les services secrets. Par une politique tarifaire élevée, le gouvernement restreignait jusqu'à aujourd'hui l'accès à une élite financière. Mais comme dans beaucoup de pays, de plus en plus d'étudiants et d'employés disposent d'un accès gratuit au réseau. Les limites à l'expression politique restent certes très rigides, mais les pressions pour élargir l'accès à l'information augmentent. D'autant que le développement du marché de l'ordinateur personnel en dépend, comme le reste de l'économie. Car la compétitivité économique est aujourd'hui largement soumise à la maîtrise de l'information. Le développement massif de la télévision et des antennes paraboliques, par ailleurs, a d'ores et déjà ouvert la Chine sur le monde extérieur, et la propagande ne dupe plus grand monde.

La géopolitique est morte... vive la géopolitique !

Loin de se trouver à la tête d'un joyeux village global, régi par des idéaux démocratiques et puritains, les leaders mondiaux risquent plutôt, par un pervers retour de manivelle, d'avoir à réviser leur conception de la globalisation. A défaut de temporiser les conflits géopolitiques, l'Internet semble au contraire les multiplier et les compliquer. L'idéologie de transparence et d'information véhiculée sur le Net s'oppose certes partout à la limitation de la liberté d'expression et de l'accès à l'information pratiquée par les régimes autoritaires. Le monde n'en est pas pour autant plus calme et uniformisé. Les forces démocratiques partout s'emparent du réseau pour défendre la liberté d'expression. Mais les régimes démocratiques eux-mêmes, au nom des mêmes idéaux, censurent ces informations. Ainsi

les gouvernements français ou américain cherchent-ils à limiter l'accès à certains sites jugés politiquement ou sexuellement « incorrects », ou à limiter la cryptographie qui permet la confidentialité totale des échanges. Car Internet n'est pas l'outil des seuls démocrates. Il sert aussi aux milices patriotes américaines à échanger des recettes de bombes artisanales, aux nazillons de tous pays à recréer des réseaux, aux terroristes de toutes obédiences à s'organiser, aux pédophiles à gérer leurs trafics immondes, aux narcotrafiquants à blanchir leur argent...

Même la progression des idéaux démocratiques n'est pas synonyme de calme, comme en témoigne l'inextricable situation des États-Unis face à leurs minorités. Internet offre aux groupes minoritaires un instrument de mobilisation hors pair, leur permettant d'y cultiver une identité affranchie des distances et de la dispersion géographique. Les Latinos, les Asiatiques-Américains, les Africains-Américains se retrouvent pour discuter, le cas échéant dans leur langue maternelle, de leur culture, de leurs loisirs, de leurs centres d'intérêt. Ils se retrouvent aussi pour organiser des actions communes, échanger des documents, des informations visant à la préservation et à la promotion de leurs intérêts. A l'échelle mondiale, la francophonie, *a priori* écrasée par la toute-puissance de l'anglais sur le réseau, trouve une nouvelle jeunesse en organisant des regroupements planétaires de défenseurs de la langue de Molière, avec en première ligne le Québec.

Qui se soucierait du Chiapas si les relais médiatiques n'étaient pas aussi puissants et aussi savamment exploités ? Les zapatistes ont développé un réseau extrêmement sophistiqué et actif au sein de l'Internet, qui leur permet de conquérir le soutien de personnalités, de chercheurs et d'intellectuels du monde entier. L'Armée zapatiste de libération nationale (AZLN) possède une commission Internet exclusivement chargée de la promotion du mouvement et de ses idées par le biais des réseaux. De même, la communauté juive, largement développée aux États-Unis, rodée à la fois aux pratiques de la médiatisation et du lobbying politique, fait preuve d'une activité intense sur les réseaux. L'Internet devient alors un instrument de luxe dans le regroupement identitaire de la diaspora, et permet aussi d'étendre les soutiens à la fois politiques et financiers et de développer les relais d'opinion et de diffusion des représentations. Même les kibboutz en Israël trouvent un second souffle grâce à Internet.

Et qui d'autre que l'État le plus médiatisé au monde, abritant en permanence des correspondants d'agences de presse et de chaînes télévisées de toute la planète, centre d'attention de l'actualité internationale, saurait si bien nous convaincre du bel avenir de la géopolitique ?



Le directeur gérant : Yves LACOSTE
Composition Facompo à Lisieux
Impression : **Bussière Camedan Imprimeries**
Dépôt légal : octobre 1997 – N° commission paritaire : 5755
ISSN 0038-487 – ISBN 2-7071-2770-1 – N° d'impression : 1/2864

Imprimé en France



GÉOPOLITIQUE D'UNE AFRIQUE MÉDIANE

Les opérations militaires qui ont provoqué en mai 1997 la chute du régime de Mobutu au Zaïre, attirent l'attention non par l'importance des moyens engagés, mais par leur rapidité et l'ampleur considérable des territoires où elles ont été conduites. Elles se sont en effet déroulées en moins de six mois sur près de 2 000 kilomètres de distance, depuis les hautes terres d'Afrique orientale jusqu'à Kinshasa, sur la bordure ouest de l'Afrique centrale, avec des troupes venues du Rwanda, du Burundi, d'Ouganda, mais aussi d'Afrique australe, en l'occurrence d'Angola et peut-être même de certaines régions de la « Corne de l'Afrique ».

C'est la diversité et l'ampleur des territoires impliqués dans cette opération menée de main de maître par Laurent-Désiré Kabila et surtout par les services secrets américains qui conduisent à envisager un très vaste ensemble géopolitique englobant et débordant largement les traditionnelles divisions géographiques. Par « Afrique médiane », on peut entendre toute la partie du continent africain qui s'étend de l'Océan indien à l'Atlantique, depuis le Cameroun et les pays du Haut-Nil au nord jusqu'aux pays du Zambèze et aux savanes d'Angola.

Géopolitique d'une Afrique médiane, Yves Lacoste. – **Congo-Zaïre-Congo : un itinéraire géopolitique au cœur de l'Afrique, Roland Pourtier.** – **La crise du Kivu et ses conséquences dans la région des Grands Lacs, Gérard Prunier.** – **La rébellion au Congo-Zaïre : une affaire de voisins, Filip Reyntjens.** – **Gestion verticale et horizontale des crises identitaires : le cas du Kivu montagneux, Jean-Claude Willame.** – **Le temps des assassins et l'espace humanitaire, Rwanda, Kivu, 1994-1997, Jean-Hervé Bradol et Anne Guibert.** – **Retours et reconstruction au Rwanda. Et pourtant ils vivent!, Françoise Imbs.** – **Guerres des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville, Elisabeth Dorier-Apprill.** – **Internet géopolitise le monde, Frédérick Douzet.**

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7531 02961609 2

7 102101 121107

Editions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris